

LE PEUPLE BRETON

4f
Mensuel

LE RENOUVEAU DE
LA LUTTE BRETONNE

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 184
MARS 1979

UN AN APRES



J. Le Fèvre

LA MARÉE NOIRE



KANTERBRÄU

VOTRE BIÈRE

3 usines en Bretagne

BREST - RENNES - NANTES

librairie bretonne
(bandes dessinées - disques)

An "Ti Korn"

Alain LE FALHER

22 rue Bruat - Brest ☎ 80.36.50



Breizh Kabigs

Petite et grande taille

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites
confiance à...



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)

Même si
vous ne savez
qu'un peu le
breton...

LISEZ AUSSI

POBL-VREIZH

« LE PEUPLE BRETON »
Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS
Ordinaire : 40 F

De soutien : à partir de 60 F

Etranger : 50 F

Etranger (par avion) : 65 F
C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse
nous demandons à nos abonnés de
nous écrire en joignant ou en
recopiant leur dernière bande d'expé-
dition du journal et en joignant 2,00 F
en timbres pour frais. Merci d'avance.

VINS SUPÉRIEURS

SANTA-ROSA

Ets LE FUR

Allée du Bois Noir LANDERNEAU
— Spécialiste des Vins Fins —

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

ANNIVERSAIRE...

Il y a un an, l'Amoco Cadiz s'échouait sur les rochers de Portsall, et ce qui fut la plus grande catastrophe écologique fut aussi l'occasion de montrer que la fatalité n'existe qu'à la mesure des négligences et de l'appétit du profit. C'est à coup de millions — certes nécessaires — que l'on a cru apaiser la colère bretonne. C'est par l'argent distribué un peu au hasard là où l'on sentait les tensions les plus fortes que l'on a voulu régler un problème qui dépasse de mille hauteurs celui de la simple indemnisation des victimes directes. Aujourd'hui, alors qu'aucune mesure radicale n'a été prise, en particulier pas celle que nous réclamions dès avant la catastrophe, de construction à Ouessant d'un port abritant des puissants remorqueurs, on se dit qu'une fois de plus c'est un pari qui a été pris. Faute de mettre en place des moyens importants, on prend le risque d'avoir à payer plus encore.

C'est donc en termes de rapport de force que se pose le problème de la protection de notre environnement. C'est en étant fort, en faisant entendre bien haute notre voix que nous imposerons les solutions. Le Peuple Breton y contribue à la mesure de son influence, qui est loin d'être négligeable, et à la mesure de sa force de conviction. Mais à côté de la propagande officielle, qui interdit à la télévision de souligner l'anniversaire de l'Amoco Cadiz? Que pesons-nous? un peu plus à chaque fois que nous recevons votre soutien.

11^e LISTE :

J. Larrieu, Tréguier	60,00
Jean L., Saint-Renan	10,00
Joël T., Asnières (92)	10,00
J.F. Mener, Plouzané	10,00
J. Paugam, Pierrefitte (93)	20,00
I. Kalvez, Rospenden	60,00
Gabriel C., Le Perreux-sur-Marne	10,00
Marie D., Canada	5,00
G. Daniel, Paris (75)	10,00
Gabriel M., Gourin	10,00
Jacques M., Mamers (72)	10,00
H. Jannes, Brest	60,00
Robert Le C., Brest	10,00
P. Le Gall, Plouguerneau	60,00
Martine C., Argenteuil (95)	10,00
Michel H., Chevilly-La Rue (94)	10,00
P. Lorcay, Auray	20,00
Y. Aissaoui, Antony (92)	10,00
Jeanne Le G., Rouen (76)	10,00
A. Le Goff, Paris (75)	20,00
J. Le Lann, Brest	20,00
A. Le Hénaff, Rouen	20,00
Alain G., Blain	20,00
M. Le Chartier, Plerin	20,00
E. Cabillic, Quimper	20,00
Y. Le Lannou, Maroc	50,00
O. Matthis, Paris	10,00

P. Le Put, St-Malo, pour hâter, certes très modestement, le passage du P.B. à 48 pages.	130,00
A. Le Goff, Grande-Bretagne	30,00
H.C. Quimper	60,00
J.M. Lorand, Le Mans (72)	30,00
M. Fichou, Sotteville les Rouen (76)	60,00
Maryse K., Gennevilliers (92)	20,00
A. Cattélot, Breal sous Montfort	60,00
J.C. Sevellec, Hennebont	20,00
P. Allain, Gourin	20,00
G. Le Corre, Alfortville (94)	60,00
Michel Le T., St-Jean de Maurienne	10,00
Bruno J., Camors	5,00
Georges T., Le Relecq-Kerhuon	10,00
J.P. Pincemin, Ploubalay	10,00
L. Orhant, St Hovec	20,00
Hervé Le H., Antony (92)	10,00
B. Le Foll, Algérie	35,00
Henri Le P., Guingamp	10,00
R. Barré, Crozon	20,00
Jean G., St-Martin d'Abbat (45)	10,00
A.M. Gourfink, Pays-Bas	10,00
Maryvonne G., Concarneau	5,00
Y. Morelle, Trappes (78)	20,00
P. Le Digercher, Plouha	10,00
Jean Le M., Brie	5,00
Y. Coic, Anzac sur Vienne (16)	20,00
Daniel P., Plouzané	20,00
J. Olivier, Brest	20,00
C. Stephan, Brest	20,00
Loïc Le N., Nantes	20,00
R. Le Dors, Pluvigner	20,00
B. Guegueniat, Brest	20,00
N. Pilaudon, Rambouillet (78)	160,00
Gérard M., Aix les Bains (73)	10,00
J.P. Leroy, Quimper	20,00
Josiane G., Sotteville les Rouen	20,00
R. Rollet, La Roquette sur Siagne	60,00
Daniel Le F., Lannion	10,00
Michel Le D., Clermont-Ferrand	10,00
J.Y. Croguennoc, Porspoder	20,00
Louis J., Landudec	10,00
Jean-Pierre L., Dol-de-Bretagne	20,00
René Q., Nantes	20,00
C. Durand, Nantes	10,00
C. Gouzien, Combril	25,00
J.F. Guezennec, Brest	20,00
E. Kervran, Carquefou	60,00
Jean N., Paris	20,00
Jean Q., Le Pouliguen	10,00
M. Péron, Leuhan	20,00
Jean-Pierre Le R., Brest	20,00
Hubert H., Quimper	20,00
P. Rohou, Massy (91)	60,00
Imprimerie de l'Iroise	20,00
F. Audic, Guéret (23)	20,00
R. Balay, Fos-sur-Mer (13)	10,00
R. Bachmann, R.F.A.	15,00
J.P. Guillou, Chartres (28)	30,00
Jacques R., Malakoff (92)	20,00
P. Bloche, Issy les Moulineaux (92)	20,00
R. Eugène, Malestroit	20,00
Alain Le D., Le Mans (72)	20,00
A. Debos, Cesson Sévigné	20,00
A. Lallouet, Paris (75)	20,00
Alain Le S., Nantes	10,00
Olivier S., Rouen (76)	20,00
L. Richard, Nantes	20,00
P. Guillon, Paris (75)	20,00
R. Ballandras, Grigny (93)	20,00
Patrick Le H., Montmorency (95)	60,00
C. Le Denmat, Neuillac	20,00
Marie T.C., Combourg	20,00
J. Giovanelli, Inzinzac-Lochrist	20,00
Pierre-Yves Le P., Villeneuve d'Ascq (59)	10,00
Roland B., Meriadec	20,00
J.H. Bourhis, Bois-Colombes (92)	20,00
Michel B., Pontoise (95)	20,00
A. Quéré, St Rivoal	10,00
M. Orjubin, Le Bouscat (33)	86,00
Guy H., Viny-Chatillon (91)	16,00
E. Le Diouris, Cligny (92)	6,00
Y. Talbot, Rostrenen	10,00
Joël Q., Brennilis	10,00
F.-Rolet, Plouzevet	20,00
Yannick G., Bezons (95)	10,00
Jean P. Brech	20,00

TOTAL 11^e liste 2.713,00
Report des listes précédentes 23.318,60

TOTAL 26.031,60

LISEZ AUSSI
POBL-VREIZH

Composition mécanique - Lorient
Impr. de l'Iroise - Le Relecq-Kerhuon
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 9.500 ex. - Dépôt légal : 1^{er} trim.
Directeur de la publication : J. Guégueniat

SOMMAIRE

SPÉCIAL MARÉE NOIRE

PROPOS EN ATTENDANT	
LA PROCHAINE	4
LE BÉTELGEUSE : UN	
DÉPUTÉ IRLANDAIS	
PARLE	8
LES TRAVAILLEURS	
DES A.F.O. ET LA SÉCURITÉ	
DES PÉTROLIERS	11
UNE MARÉE NOIRE	
EN SUISSE	12
LES 23 DERNIERS	
ACCIDENTS PÉTROLIERS	13

SOCIÉTÉ

GOLDORAK E BREZHONEG	14
COETQUIDAN :	
LES CIVILS NE	
PASSENT PLUS	15

POLITIQUE

L'U.D.B. ET L'EMPLOI	16
MARCHAIS ET LE	
NUCLÉAIRE	16

CHRONIQUES

LE PROBLÈME BRETON	
DE BREST À NANTES	18
FESTOU-NOS	25
D'AUTRES LE DISENT	25

INTERNATIONAL

L'ANDALOUSIE	20
--------------	----

CULTURE

VERS UNE RÉUNIFICATION	
DE LA LUTTE	
BRETONNE	22
MÉMOIRES D'UN PAYSAN	
DU LÉON	26
DISQUES	27
CHANSONS	28
HISTOIRE	29

COURRIER DES LECTEURS

EDITORIAL

PROPOS POUR UNE PROCHAINE MARÉE NOIRE

Mars 1978, mars 1979. Il y a un an déjà que la plus gigantesque marée noire de tous les temps déferlait sur le littoral du nord de la Bretagne. Une année supplémentaire de vieillissement pour la flotte pétrolière mondiale ; une année record en matière d'accidents pétroliers. Sait-on assez qu'en trois mois et demi seulement, d'octobre 1978 à janvier 1979, vingt-trois accidents ont été enregistrés dans le Monde, causant la mort de plus de cent hommes et le déversement de dizaines de milliers de tonnes d'hydrocarbures dans la mer ? Le Christos Bitas, l'Andros Patria et le Bételgeuse sont venus ajouter leurs trois noms à la liste déjà trop longue des catastrophes pétrolières célèbres. Et tout cela en dépit du sévère avertissement qu'a constitué le naufrage de l'Amoco Cadiz et des promesses qui ont suivi.

On est alors fondé à se demander si une quelconque leçon a été tirée de cet événement, et même si l'on envisage vraiment d'en tirer la moindre leçon. Ce fut le sujet central d'une conversation à bâtons rompus entre le maire d'un port léonard et quatre scientifiques de l'Université de Bretagne occidentale (MM. Kermarec, maire du Conquet, J. Le Fèvre, chercheur, C.N.R.S., Y. Brien et J.-Y. Monnat, enseignants-chercheurs, M. Glémarec, professeur d'Océanographie Biologique et directeur de l'Institut d'Etudes Marines).

G. Kermarec :

En matière de prévention, ce qu'a voté le conseil général du Finistère est fort juste : « Que soient mis en place dans les meilleurs délais les systèmes de surveillance et les moyens de contrôle du trafic maritime, et que soit créée, à l'embouchure de la Manche, une station de remorqueurs de haute mer adaptés au trafic actuel et futur. Que soit créé dans le Finistère un centre de recherche et d'intervention pour la lutte contre la pollution par hydrocarbures ». Le Centre existe, mais il faut voir ce qu'il recouvre.

En tant que maire du Conquet, j'estimais être bien placé pour qu'y soit construit le port. J'ai donc écrit un peu partout et j'ai reçu de la mission interministérielle de la mer un avis disant en substance que cela coûte beaucoup trop cher, au Conquet ou à Ouessant ; que l'intention était de créer des équipes hélicoptères dotées de matériel pour remettre les machines en route, pour réparer les bateaux qui avaient été éloignés de la côte. Quant au remorqueur, il sortirait en cas de mauvais temps et resterait en attente dans la baie des Blancs-Sablons, au nord du Conquet.

J.-Y. Monnat :

On sait maintenant qu'un remorqueur, même très puissant ne peut faire un tel remorquage par gros temps. Tous les essais à ce sujet sont sans conclusion positive. Pour l'Amoco-Cadiz on s'accorde à dire qu'il fallait au moins trois remorqueurs de 15/20.000 tonnes. Et, de plus, il faudrait que les aussières soient sur le pétrolier, et non sur le remorqueur, sans quoi on ne peut les passer... Il n'y aura d'ailleurs jamais la volonté politique de les mettre en œuvre, ici. Quand ce fut envisagé, on discutait pour dire qu'on ne pouvait en placer de Bordeaux à Dunkerque, sans penser à consulter la carte des échouages et à constater que c'est ici qu'ils se produisent.

G. Kermarec :

Les maires de la région étaient sur le moment d'accord pour qu'on mette le feu au pétrolier. Aurait-ce été une bonne solution ? En tous cas ce devrait être à nous de prendre la décision, d'accepter ou non le risque, et non à un Parisien. C'était un mensonge de dire qu'on allait pomper car on savait que le temps allait se gâter. Il y a eu sur ce point une propagande éhontée.

M. Glémarec :

L'inconvénient, c'est que toutes ces idées, on n'aura jamais l'occasion de se réunir pour les exposer publiquement, pour que chacun donne son point de vue, et qu'il en sorte une leçon. Dès qu'on essaie de faire quelque chose en ce sens, il y a des obstacles, des interdits. Ainsi concernant la question « Fallait-il ou non brûler l'épave », il nous est impossible de nous faire une philosophie pour la prochaine fois ! Tout ce qui a été suggéré dans cette formidable émulation du moment est maintenant retombé. On devait mettre en jeu des moyens, de l'embauche, et tout s'est gentiment calmé. Partout il y a des blocages.

Quel bilan ?

M. Glémarec :

A quoi peut-on répondre actuellement sur l'aspect écologique ? En fonction des 230.000 tonnes déversées, on aurait pu s'attendre à un impact écologique plus important. On ne sait pas encore tout, mais, sans être exagérément optimiste, on peut dire que les mortalités ne sont pas en rapport avec les 230.000 tonnes. Mais peut-on préciser davantage ? Dire que le ramassage a été capital ? Ce qu'ont rapporté les 800.000 journées de travail ?

J.-Y. Monnat :

On a ramassé 20.000 tonnes de pétrole sur 230.000. Le jeu n'a pas valu la chandelle, vu les dégâts apportés aux dunes et à l'intérieur.

M. Glémarec :

En tous cas, cela aurait mérité d'être mesuré. Il y a la marine qui a fait son travail, comme les autres administrations, qui a déversé beaucoup de dispersants pour détruire une quantité évaluée à 10.000 tonnes. C'est-à-dire que les efforts de l'homme ont touché 30.000 tonnes seulement et que la mer a digéré, ou doit digérer tout le reste.

J.-Y. Monnat :

Sans compter que les 10.000 tonnes traitées au dispersant n'ont pas disparu et doivent aussi être digérées !

M. Glémarec :

Il y a un comité Amoco Cadiz monté pour faire le suivi écologique. On a dit qu'il disposait d'un argent considérable, qui est

SPECIAL MAREE NOIRE



en réalité essentiellement américain, et encore à l'état de promesse. Mais a-t-on étudié l'impact économique? Il y a pour le faire un seul contrat et il est financé par les Américains! Maintenant, la CEE s'y intéresse et vient de débloquent une vingtaine de millions pour le suivi économique; mais ce n'est pas le ministère de l'environnement qui a agi comme on le demandait.

J.Y. Monnat :

Il ne fallait pas compter sur ce ministère, qui est la cinquième roue de la charrette et qui en est à compter ses maigres sous.

G. Kermarrec :

Il y a actuellement plusieurs centaines de millions anciens qui existent, mais on ne sait pas à qui et à quoi ils seront attribués, car le système français est tel que c'est le préfet qui ordonne les dépenses. Ce que je crains, c'est qu'on considère qu'au bout d'un an c'est terminé alors qu'en matière de pêche, par exemple, les difficultés risquent d'être pour l'avenir dans deux ou trois ans. Et quand on sait qu'il y a au Conquet 130 marins-pêcheurs, jeunes, avec des familles, on peut être inquiet. Il faut qu'on songe à préserver leur avenir.

J.Y. Monnat :

Il y a plusieurs manières de présenter un bilan économique. Pour résumer, on peut se demander combien coûte un bigorneau, combien cela représente de calories...; mais on peut aussi calculer combien coûte le **remplacement** d'un bigorneau; et le résultat est absolument différent!

La peur d'informer

M. Glémarec :

Sur le plan français, la lutte contre la marée noire a coûté une fortune, mais nous n'avons pas les moyens, en comparaison, de faire le point, de dire si tous ces efforts ont valu le coup.

J.Y. Monnat :

Le comportement actuel de l'administration et du gouvernement est le strict prolongement de ce qui s'est passé sur le moment. Personne ne voulait entendre l'avis de ceux qui avaient quelque chose à dire.

M. Glémarec :

Cela va beaucoup plus loin. Nous pouvons parler, mais cela ne porte pas car nous sommes des universitaires. Avec un administratif le même résultat est obtenu de manière inverse: s'il parle il se fait taper sur les doigts. Exemple: on savait qu'il y avait 40.000 tonnes bloquées dans les sédiments, qui devaient être libérées avec les tempêtes de l'hiver; nous l'avons souvent dit sans être écouté. Mais il a suffi qu'une personne appartenant au CNEXO dise la même chose pour que la presse s'en empare et qu'elle ait finalement des ennuis.

J.Y. Monnat :

C'est la démocratie qui, finalement en prend un coup, car on a décidé d'en haut ce que c'est que la marée noire. Ce qui me

sidère c'est de voir l'isolement du comportement français par rapport à celui d'autres états au régime politique comparable.

G. Kermarrec :

C'est la centralisation qui, ici aussi, est en cause.

M. Glémarec :

Les Américains qu'on a vus à cette occasion n'imaginaient pas du tout dans quel contexte on travaille.

J. Le Fèvre :

Malgré tout, dans le rapport de la NOAA, il y a quelques allusions, en langage diplomatique, pour dire que le système administratif français n'a pas arrangé les choses!

M. Glémarec :

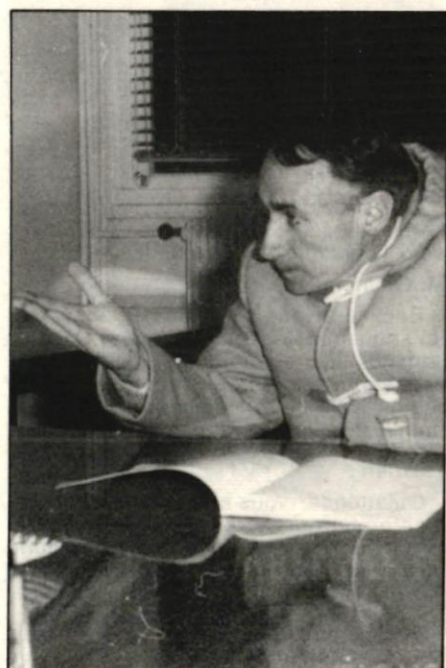
Les scientifiques ont aussi réagi en tant que Bretons; si nous n'avions pas alerté l'opinion, nous n'aurions pas rempli notre rôle, et nous comprenons parfois mal l'attitude de «Bretagne retrouvée» ou de la Chambre de Commerce de Morlaix qui veulent qu'on n'en dise pas trop car les offices du tourisme d'Europe sont à l'écoute.

J.Y. Monnat :

Pour ce qui est de la lutte contre la pollution, nous ne sommes ni plus ni moins avancés que d'autres; c'est sur le plan de l'information que la situation est vraiment particulière. Il y a une peur d'informer...



De gauche à droite, J.-Y. Monnat, M.-C. Corre, Y. Brien et le professeur M. Glémarec.



G. Kermarrec, maire du Conquet.



SPECIAL MAREE NOIRE

M. Glémarec :

...Alors que nous avons des éléments d'information et que le temps serait venu de le dire, même si c'est pour souligner des erreurs. Pourquoi, concernant l'Amoco Cadiz refuser de dire, refuser d'envisager des scénarii, refuser de discuter pour savoir s'il fallait mettre le feu où pas.

G. Kermarrec :

Pour ce qui est de ma commune, un bulletin ouvert à tout le monde existe, et on a ouvert une discussion sur le port. Tout ceci est parfaitement utile et fait partie de la démocratie locale. Pourquoi le refuser au plan plus général ?

J. Le Fèvre :

N'est-ce pas la terreur de la remise en cause ? Si, de la discussion, devait découler l'idée que le mieux devant une telle marée noire c'est encore de ne rien faire, c'est l'action même qui serait critiquable. Or il fallait montrer qu'on agit, qu'on fait venir les bidasses.

J.Y. Monnat :

Il faut aussi ne pas perdre la face, et e pas perdre la face, c'est faire quelque chose, même si c'est n'importe quoi.

M. Glémarec :

C'est aussi agir en fonction de buts électoralistes. Ainsi, dans la décision de brûler ou pas, il n'entrait pas seulement l'aspect technique, mais aussi des arrières-pensées, à 48 heures du 2^e tour des législatives.

J.Y. Monnat :

Le samedi est arrivé à la sous-préfecture un envoyé du ministère de l'environnement. On lui a dit : « **Il y a les élections demain, on est débordé; on s'occupera de la marée noire lundi.** »

Des experts...

G. Kermarrec :

Qu'est-ce que c'est que le plan Polmar ? Le plan Orsec, c'est des valises plombées pour l'hôpital, avec des médicaments...

M. Glémarec :

Bécam a avoué que le plan Polmar, c'est un annuaire téléphonique; mais, nous qui sommes dans l'annuaire des experts écologiques, nommés par le préfet de région, cela fait maintenant trois marées noires et nous n'avons jamais été appelés.

Y. Brien :

Qu'attendez-vous alors, pour lui écrire, à ce préfet qui ne vous a jamais entendu « **Pour la 4^e marée noire, cherchez donc quelqu'un d'autre!** ».

J. Le Fèvre :

Finalement, en matière de marées noires, on a la compétence en Bretagne, on a l'argent si l'on constate l'état des dépôts dans les banques de Bretagne; ce qui nous manque, en fait c'est le pouvoir!

...et des sous

M. Brien :

Il y a 973 millions anciens prévus dans une première tranche pour la restauration des sites en domaine terrestre, plus de l'ordre de 600 millions dans un deuxième temps. A quoi va servir cet argent ?

G. Kermarrec :

Les communes font des dossiers pour des campings, des parkings de dissuasion, des plantations sur la Bretagne. Mais c'est parfois un moyen détourné de financer des projets plus anciens.

M. Glémarec :

Il y a aussi 845 millions anciens pour la restauration des fonds, dont 280 financés par les professionnels et les collectivités locales. Mais aucun plan n'est déterminé, on n'a aucune étude complète concernant par exemple les actions de repeuplement. D'autant qu'en ce domaine aussi il est difficile de reconnaître ses erreurs! Que ce soient les algues, les bébés homards, les ormeaux, les soles, on ne peut nulle part en discuter vraiment. On cherchera à repeupler un milieu sans le connaître vraiment. Ces millions, on va les donner finalement à ceux qui crient le plus fort. On risque en fait un sérieux gaspillage.

J. Le Fèvre :

Il s'agit en réalité de saupoudrage, car il n'y a pas de politique maritime, il n'y a pas de cohérence dans l'aménagement du littoral. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'avec tout cet argent, on n'aura pas trouvé le moyen de créer un seul emploi, alors qu'il en était prévu à l'origine!

M. Glémarec :

Chacun a lutté de son bord, selon les divisions sectorielles. Alors peut-on sérieusement s'adresser aux maires en

leur parlant de développement du littoral ? Que pensez-vous faire avec une politique pareille ?

J.Y. Monnat :

C'est qu'en réalité, quelle que soit la pollution, c'est en définitive toujours le littoral qui est atteint. La pollution chronique par les hydrocarbures est finalement plus grave que la pollution accidentelle. Les experts américains la situaient ainsi au début des années 70: sur les 6 millions de tonnes rejetées par an à la mer, les 2 tiers proviennent du continent. Et ces 6 millions de tonnes sont en réalité concentrées dans les eaux côtières, où s'accumulent aussi les autres déchets du continent.

M. C. Corre :

Peut-on dire qu'un an après l'Amoco Cadiz, on sait plus de choses, dans les domaines de la prévention, de l'intervention ou de la réparation ?

J. Le Fèvre :

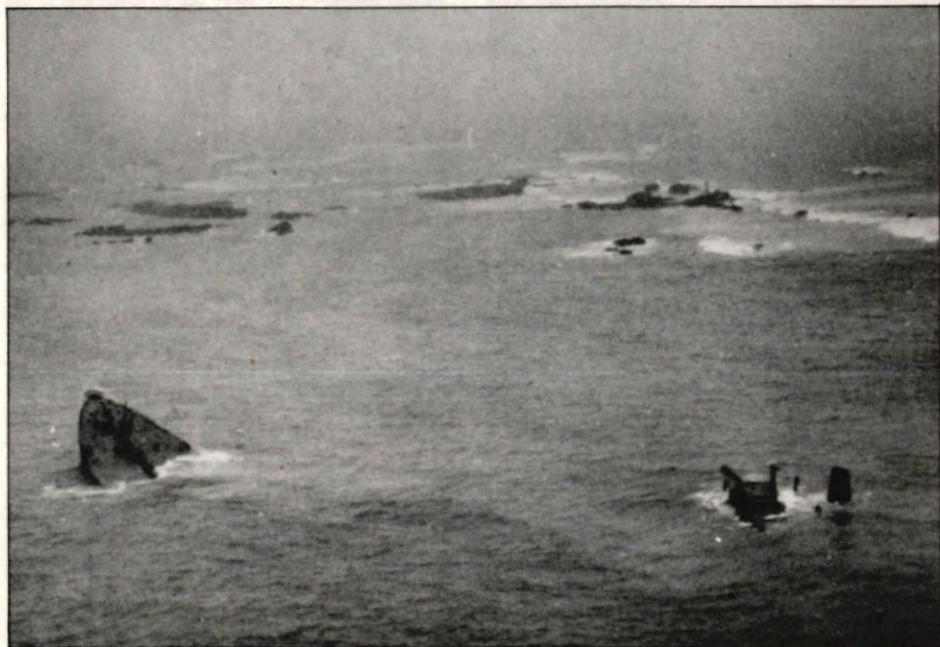
Pour l'aspect scientifique on n'en sait pas tellement plus: les observations faites il y a dix ans pour le Torrey Canyon avaient beaucoup appris et elles ont été plutôt confirmées. Ceci étant on a appris à quel point le système français pouvait être inadapté. On a appris à quel point Paris pouvait être loin de la mer.

M. Glémarec :

Paris avait l'opportunité de créer un ministère de la mer; il y avait l'occasion d'une méthode élégante pour y parvenir. Il n'y a toujours rien...

J.Y. Monnat :

Il n'est pas non plus certain que l'opinion publique ait beaucoup appris. Étant donné le déluge d'information contrôlées par les pouvoirs publics, parfois contradictoires, parfois hasardeuses. Elle est simplement plus sensibilisée.



JLF/Le Peuple Breton

SPECIAL MAREE NOIRE



JLF/Le Peuple Breton

En attendant la prochaine marée noire.

M. Glémarec :

Mais on a pêché la crevette! Alors les gens disent «**Tout ce que racontent les scientifiques, tous les bruits alarmistes sont sans fondement**». Mais si l'on avait accès à la télé, on pourrait dire «**Nous avons une explication à ce fait**». Il y a aussi une grande leçon: la non utilisation de détergents aussi puissants qu'à l'époque du Torrey Canon a fait qu'on a préservé une grande partie de la faune. Il y a eu un autre fait positif: quand on a publié deux ou trois articles signalant des erreurs, on s'est quand même adressé aux scientifiques; ne serait-ce que pour se couvrir, comme ce fut le cas de quelques administratifs.

G. Kermarrec :

Les pêcheurs aussi sont intervenus, en Finistère, et ont parfois été écoutés.

J. Le Fèvre :

Une des leçons importantes, c'est aussi l'imperméabilité de la limite Finistère Côtes du Nord. La communication devait passer par Paris. Dans les Côtes du Nord, où il y a eu beaucoup plus d'erreurs, il n'y a ni faculté, ni pêcheurs, mais beaucoup d'hôteliers...

Y. Brien :

Y a-t-il une différence fondamentale entre l'ancien plan Polmar et le nouveau? Et pourquoi ne pas proposer un contreplan Polmar, qui poserait au moins les questions? Il faut, pour éviter les mêmes erreurs, un contre-pouvoir.

J.Y. Monnat :

Mais l'administration est-elle capable de tirer les leçons? Au moment du Torrey Canon, il y a eu des directives publiées, disant qu'il était absolument exclu qu'on recommence à creuser des fosses, que c'était à éviter à tout prix. Eh bien, cette fois-ci on a creusé bien plus qu'à l'époque et dans des conditions plus périlleuses. Voilà une directive de l'administration qu'elle-même ne respecte pas. C'était pourtant une des leçons du Torrey Canon!

Débat préparé et animé
par Marie Claire Corre.



Propos recueillis auprès de M. René Philippe

capitaine d'armement
Société Finistérienne
de Cabotage - Brest

*Comment aurait-on pu intervenir lors
du naufrage de l'Amoco-Cadiz?*

Le problème c'est que l'État riverain n'a pas le droit d'intervenir lorsque le bateau se trouve dans les eaux internationales et n'a pas eu les moyens de le faire quand il se trouvait dans les eaux territoriales. Compte tenu des problèmes techniques posés par l'inertie d'une telle masse en dérive, les moyens étaient dérisoires.

De plus il y avait une mauvaise définition et distribution des rôles des différentes administrations. C'est ce que démontre notamment la commission d'enquête du Sénat.

Et depuis?

Depuis le Préfet Maritime a été investi de tous les moyens d'intervention. L'O.M.C.I. a admis que l'État riverain peut prendre des mesures préventives si les risques courus par un navire ont pour conséquences possibles la pollution à la côte.

Concrètement, de quoi dispose-t-on?

D'un seul remorqueur d'une puissance fiscale de 16.000 cv mais d'une puissance réelle de 9.000 cv. Il existe pourtant des remorqueurs de 20.000 cv... De toute manière «L'abeille» n'a pas fait ses preuves en «mer dure».

Le rail a été repoussé...

Oui, c'est une bonne chose évidemment. Les tankers passent

maintenant à 30 km au large d'Ouessant. Cela donne 3 à 4 heures de plus pour intervenir... Mais chaque cas est un cas particulier: les vents, les courants, les «cailloux», tout cela transforment les conditions et les possibilités d'intervention.

N'y a-t-il pas des risques de collision accrus?

Sans doute, au large de Cherbourg où les Anglais ont déposé des bateaux-phares pour pallier ce risque, et dans le Pas-de-Calais.

L'U.D.B. avait proposé lors du naufrage de l'Amoco-Cadiz de considérer la Manche comme un canal...

Tout à fait d'accord. Les États riverains, l'Irlande, la Grande-Bretagne, la France sont dans le marché commun. Il faut arriver à une politique communautaire des transports maritimes. On devrait définir une réglementation avec balisage, conduite radar, pilotage obligatoire et perception de droits et taxes. Il n'y a pas de raison pour que les régions côtières paient pour toute l'Europe industrielle.

Que penser de l'aggravation des peines pour les capitaines de navires en cas de pollution?

Cela ne résoud pas le problème. Les capitaines de navires en ont assez d'être pris pour les éternels méchants et les transporteurs pour les boucs émissaires. Ce sont les grandes sociétés qui font transporter qui doivent payer, qui doivent financer les études pour limiter les risques, accroître la sécurité du transport des produits dangereux, pour prévoir les dédommagements en cas d'accidents.

En conclusion...

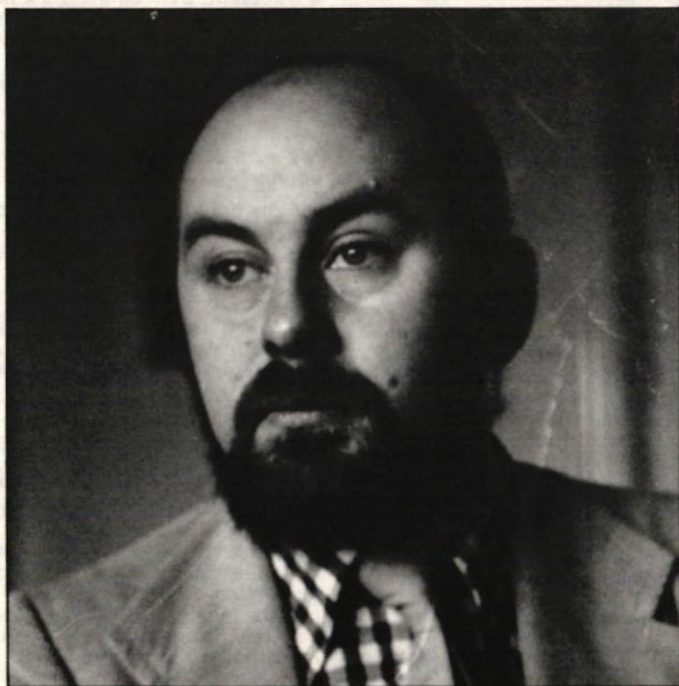
Juridiquement on a tiré quelques leçons et on est prêt à en tirer d'autres. Mais techniquement on est loin de dominer le sujet.



SPECIAL MAREE NOIRE

« **Bételgeuse** » :

**Ruairi Quinn, député irlandais,
répond au « Peuple Breton »**



Début janvier dernier, le pétrolier « Betelgeuse » de la Compagnie française de Navigation, Filiale du groupe Total, explosait au terminal de l'île de Whiddy, dans la Baie de Bantry en Irlande. C'est donc par un accident particulièrement tragique faisant une cinquantaine de morts que s'ouvrait 1979, faisant suite à une année 1978 prodigue en catastrophes pétrolières. Le Betelgeuse était un navire techniquement dépassé, auquel faisait notamment défaut le système de remplissage des espaces vides des cuves par un gaz inerte pour empêcher toute explosion. Et ce navire peu sûr devait être vendu (aux Grecs ?) cette année. Quant au terminal de Whiddy, c'est un port d'éclatement pétrolier, où le brut déchargé des géants est stocké avant d'être expédié à mesure des besoins vers les différents ports d'Europe à bord de navires plus petits et donc moins exigeants en tirant d'eau. Seule une faible partie du pétrole stocké est traitée sur place et destinée à la consommation irlandaise. Ce terminal, inauguré en 1969, correspond donc exactement au projet qu'avancait pour Brest vers le milieu des années soixante M^{re} Lombard. Les installations appartiennent à une multinationale américaine, la « Gulf Oil » qui semble se soucier davantage de profit que de sécurité, si l'on se base sur le nombre d'accidents plus ou moins graves (plus d'une vingtaine) qui ont marqué le fonctionnement du terminal depuis son ouverture. Il était à craindre, dans ces conditions, que la lumière soit difficile à faire sur la catastrophe sur Betelgeuse. Un débat s'est pourtant engagé à ce sujet au parlement de Dublin, où le principal avocat d'une enquête complète et publique est M. Ruairi Quinn, porte parole du Parti travailliste sur l'environnement, qui a bien voulu accepter de répondre aux questions du « Peuple Breton ».

Le Peuple Breton : Vous faites actuellement pression au Parlement pour l'ouverture d'une enquête sur la catastrophe du Betelgeuse. Sur quelle bases ?

Ruairi Quinn : Depuis la catastrophe de Bantry, j'ai fait pression pour qu'une enquête publique complète soit mise en place par le gouvernement irlandais. Au départ, tout indiquait qu'une enquête serait ouverte aux termes de la loi de 1894 sur le marine marchande. Cette loi retiendrait l'enquête à l'examen de la « cause de la perte à la mer ». Il était évident que de pareils termes de référence pouvaient être interprétés de manière à exclure la prise en considération de la validité des normes de sécurité à terre comme à bord du « Bételgeuse ». De plus, si une telle enquête avait lieu, on pouvait se dispenser de mettre en cause l'efficacité de la réponse des services de secours. En conséquence, j'ai fait pression pour qu'une enquête publique soit ouverte selon les termes de référence suivants :

- 1) La cause de l'accident ;
- 2) L'efficacité et le degré d'existence de services de secours à Whiddy, y compris dans les domaines de la prévention des incendies et des mesures de sauvetage ;
- 3) La qualité de la réponse des services de secours existants à cette occasion, y compris ceux placés sous le contrôle direct de la Gulf Oil et ceux relevant des autorités locales et du gouvernement central ;
- 4) La qualité et l'efficacité des mesures de lutte contre la pollution appliquées.

Le gouvernement a maintenant concédé qu'une enquête complète aura lieu. Les termes de référence n'en ont pas encore été rendus publics, mais il est clair qu'ils seront aussi larges que possible, et reposeront donc sur les bases que je viens de définir. La législation sur les enquêtes publiques a été récemment amendée au Parlement, dans le but de s'assurer que les témoins importants soient tenus de se présenter et de déposer à l'enquête.

SPECIAL MAREE NOIRE

En Bretagne, la presse locale a cessé de publier des informations sur la catastrophe avant la fin janvier. A ce moment, un point important était de savoir si l'explosion s'est produite immédiatement ou a suivi, au bout d'un certain temps, un début d'incendie. Que sait-on actuellement sur cette question ?

L'information sur le moment de l'explosion a varié entre le lendemain de la catastrophe et maintenant. Au début, on a laissé entendre au public que l'incendie et l'explosion se sont produits simultanément. Il y a maintenant suffisamment de témoignages oculaires pour suggérer sérieusement qu'il y avait le feu sur la jetée pendant les dix ou quinze minutes précédant l'explosion. Mais ces témoignages n'ont pas été recueillis dans les règles et leur statut exact ne pourra être établi qu'au moment de l'enquête publique.

Ces faits impliquent-ils que les dispositions de sécurité (concernant par exemple la possibilité pour l'équipage d'évacuer à temps un navire) sont inadéquates ? Est-ce que les règlements de sécurité ne sont pas également en défaut (accès autorisé à des navires non équipés des dispositifs modernes de sécurité) ? Si tel est le cas, pourquoi les leçons des précédentes expériences n'ont-elles pas été tirées ?

Il est tout-à-fait clair que les dispositions de sécurité sur la jetée de l'île de Whiddy étaient totalement inadéquates. Il n'y avait aucun moyen pour le personnel à terre d'évacuer rapidement la jetée, qui est un ouvrage isolé, non relié au rivage. Deux radeaux pneumatiques étaient à poste sur la jetée, où se trouvaient également deux abris. Mais aucune embarcation de sauvetage, comme celles qui équipent les plate-formes de forage en mer du Nord, n'avait été prévue, en dépit de besoins analogues en matière de sécurité. L'absence d'une telle embarcation limite donc, pour le personnel à terre comme pour l'équipage d'un navire, la possibilité d'évacuer rapidement le lieu d'un sinistre.

Les leçons des précédentes catastrophes n'ont pas encore été complètement tirées. L'I.M.C.O. (1) a proposé un certain nombre de conventions à la ratification de la République d'Irlande. « Solas », « Marpol » et « ILO 147 » sont toutes des conventions internationales que l'Irlande ne peut ratifier qu'après que le Parlement ait adopté une législation nationale appropriée. Ces conventions vont dans le sens des leçons qu'il faut tirer des précédentes catastrophes, mais l'Irlande ne sera pas en mesure d'adopter et de promulguer la législation nécessaire avant trois ans, à moins que le gouvernement actuel ne donne à cette tâche une priorité immédiate.





SPECIAL MAREE NOIRE

On a dit aussi que la « Gulf Oil » a empêché un employé du terminal de rapporter ce qu'il avait vu. Comment cette société peut-elle ainsi se comporter comme si elle était au-dessus de la loi ?

Un employé de la « Gulf-Oil », M. Connolly, qui se trouvait dans la salle de contrôle au moment de l'accident, a été empêché de répondre aux questions posées par la presse. La « Gulf-Oil » a d'abord prétendu que cette interdiction a été formulée à la demande du Ministère du Tourisme et des Transports. Le Ministre irlandais du Tourisme et des Transports a démenti qu'aucune interdiction de ce genre ait été demandée, et il est en fin de compte apparu que c'est le « Gulf-Oil » elle-même qui a empêché la presse de prendre contact avec M. Connolly. Une telle obstruction n'est pas encore considérée comme un acte au-dessus de la loi. D'ailleurs, l'une des raisons à l'amendement à la législation sur les tribunaux publics était de s'assurer que la loi soit assez forte pour obliger tous les témoins d'une affaire à se présenter au Tribunal et à répondre sans réserve aux questions. Il est clair que la « Gulf-Oil » ne souhaitait pas voir M. Connolly faire des déclarations à la presse, et qu'elle a eu le pouvoir de l'en empêcher du fait même qu'il était, et qu'il est toujours, un employé de cette société.

Quelle est la principale conséquence de l'exploitation du terminal, du point de vue de l'économie irlandaise ?

Le principal effet de l'exploitation du terminal est de fournir des emplois, au niveau local, autour de la Baie de Bantry. Soixante-dix emplois, environ, ont été créés par l'installation de l'île de Widdhy, qui est la base de transbordement de la Gulf-Oil pour le pétrole brut. La Baie de Bantry est probablement l'un des meilleurs ports naturels d'Europe occidentale, avec un tirant d'eau suffisant pour recevoir facilement les super-pétroliers. Elle est située au Sud-Ouest de l'Irlande, dans une région qui n'a connu que très peu de développement économique. L'impact du terminal sur l'économie régionale a été en définitive, minime, car il n'y a pas d'effet d'entraînement sur l'emploi, en dehors d'une certaine augmentation d'activité dans le secteur des services, où l'on peut inclure par exemple, le ravitaillement, les distractions et quelques facilités d'hébergement pour les marins en escale.

Quel est le rapport entre d'une part les emplois créés et d'autre part les effets défavorables sur d'autres types d'activités (pêche, conchyliculture, tourisme) ?

Il n'a pas été fait d'analyse complète sur le rapport entre les emplois créés par le terminal et les effets sur d'autres types d'activités économiques.

Cependant, à long terme, la conchyliculture et la pêche dans la région de Bantry sont sans aucun doute menacées par les activités du terminal,

surtout si l'on considère l'accroissement potentiel de la demande pour ce type de produits. Il y a eu une énorme marée noire en 1974 qui effectivement a nui à la pêche dans la région pendant un temps assez long. La dernière catastrophe a très sérieusement nui à la pêche, mais aucun coût économique précis n'a encore été évalué.

Est-ce que le terminal fournit au moins des ressources fiscales importantes à l'Etat et aux autorités locales ?

Le terminal ne procure de ressources fiscales ni à l'Etat, ni aux autorités locales. La « Gulf-Oil » ne paie à l'Etat aucune taxe portuaire sur ses activités. En fait quand la « Gulf-Oil » a établi son terminal en 1969, il semble bien qu'un arrangement ait été conclu avec le gouvernement Fianna Fail (2) de l'époque, au terme duquel aucune autorité portuaire ne serait établie. Après la marée noire de 1974, et avec un gouvernement différent, une autorité portuaire a été mise en place, mais elle n'a pas reçu ensuite les pouvoirs nécessaires pour contrôler l'activité de la « Gulf-Oil » ou percevoir des taxes portuaires. Nous pensons que le contrat de droit privé entre la République d'Irlande et la « Gulf-Oil » contient des dispositions relatives au paiement de droits portuaires, mais jusqu'à maintenant cette information n'a pas été rendue publique. A l'époque de l'ouverture du terminal, la « Gulf-Oil » a patronné un voyage autour du monde du premier ministre irlandais et de sa femme, jusqu'à un chantier naval japonais où un super-pétrolier a été lancé avec Mrs Lynch pour marraine.



Evacuation des victimes du « Bételgeuse » : 50 morts pour une prise de conscience !

Nous comprenons qu'aucune conclusion définitive ne puisse être tirée avant la fin de l'enquête officielle. Pouvez-vous cependant nous donner votre sentiment sur le sujet, en particulier sur cet échange inégal qui paraît être établi entre l'Irlande et la « Gulf-Oil » ?

A ce stade, la conclusion qui peut être tirée de cette catastrophe peut s'exprimer de la manière suivante :

1) En Irlande, les gens considèrent l'échange entre l'Irlande et la Gulf-Oil comme inégal et chercheront à trouver un rééquilibrage. Quelle forme pourra prendre ce rééquilibrage, cela reste à définir.

2) Les gens, dans la région de la Baie de Bantry, ont besoin d'emplois et il y aura une forte réticence à la fermeture du terminal. Au contraire, il y aura une demande pour que le terminal reste en activité mais selon un nouveau code de conduite.

3) L'autorité portuaire de la Baie de Bantry, qui a jusqu'ici réclamé en vain des pouvoirs accrus, en matière d'inspection comme de perception de taxes, se les verra probablement accorder, après un violent débat au parlement national. Les pouvoirs sont constamment réclamés depuis maintenant dix huit mois, mais le nouveau gouvernement Fianna Fail les a systématiquement refusés.

4) Les règlements de sécurité concernant les installations maritimes tout autour du pays vont maintenant être examinés de manière très stricte, et déjà de nouvelles dispositions de sécurité sont en train d'être prises et de nouvelles installations de sécurité sont en construction au port de Dublin aux environs du terminal qui s'y trouve.

5) L'impact de ce genre de développement industriel sur l'environnement a atteint une dimension nouvelle dans la conscience du public. Plus généralement, la position des défenseurs de l'environnement sera renforcée en Irlande à la suite de cette catastrophe.

6) Le débat nucléaire en Irlande, qui s'est jusqu'ici centré sur la proposition de construire la première centrale nucléaire irlandaise à Carnshore Point, dans le Wexford, juste de l'autre côté de la mer par rapport à Brest, a également atteint une dimension nouvelle. Les problèmes d'environnement et de sécurité propres aux centrales nucléaires sont maintenant considérés d'un autre œil par l'homme de la rue en Irlande.

7) Le Parti Travailleurs irlandais fera pression de toutes ses forces pour que soit promulguée la législation nécessaire à l'entrée en vigueur des conventions Solas, Marpol et ILO 147 de l'IMCO. En outre, nous exigeons que les opérations de la « Gulf-Oil » en Irlande, comme d'ailleurs, celles des autres multinationales qui sont venues en Irlande pour exploiter les ressources de son environnement, soient soumises à un examen et un contrôle très stricts.

Interviews et traductions réalisées par J. Le Fèvre

(1) IMCO : Organisation intergouvernementale de coopération maritime (N.D.L.R.)

(2) Finna Fail : Parti nationaliste irlandais de droite qui a été longtemps au pouvoir, avec notamment Eamon de Valera.

SPECIAL MAREE NOIRE

A.F.O. Brest :

« Les catastrophes s'expliquent »



J.L.F./Le Peuple Breton

Les responsables syndicaux des A.F.O., devant le « Miralda », de la Shell, en réparation à Brest après divers incidents.

Nous avons déjà évoqué dans « Le Peuple Breton » de février le conflit qui venait alors d'éclater à Brest dans la réparation navale, aux Ateliers Français de l'Ouest. Depuis, le conflit dure et menace de s'éterniser. A l'heure où ces lignes sont écrites (23 février), de nombreux arrêts de travail se sont succédé, ainsi que diverses actions dont la plus dure a sans doute été le blocage du pétrolier de 220.000 tonnes « British Pride », de la B.P., en forme de radoub. Des négociations partielles sont peut-être en vue, mais en attendant, la direction des A.F.O. a porté plainte contre trois responsables syndicaux, dont Fanch Manach, secrétaire du syndicat des métaux C.G.T., et notre camarade Patrick Merrien, conseiller municipal de Brest, pour l'occupation de la forme de radoub.

Si nous revenons, cette fois encore sur le même conflit, ce n'est pas seulement par souci d'actualité, mais aussi pour montrer qu'il existe parfois des liens entre des problèmes parfois éloignés en apparence. Des difficultés de l'emploi à Brest à la catastrophe du « Bételgeuse » à Bantry, la distance peut sembler longue. Et pourtant...

Personne mieux les intéressés ne pourrait analyser précisément ce tissu de relations mal connues. C'est pourquoi nous avons rendu visite aux responsables de la section syndicale C.G.T. des A.F.O. En particulier Xavier Trébaol, secrétaire de ladite section, et Fanch Manach, déjà nommé, ont brossé pour nos lecteurs le tableau de la situation.

Le conflit lui-même témoigne d'un vaste ras-le-bol devant une longue dégradation que rien ne semblait devoir enrayer. Ouvert à la mi-janvier, il faisait suite à d'interminables discussions qui semblaient ne jamais devoir aboutir, la direction restant retranchée sur ses positions. Et pourtant, la situation des travailleurs réclame des mesures chaque jour plus urgentes. Alors que la politique salariale de la direction baigne dans le plus pur flou

artistique, le problème essentiel, outre diverses revendications concernant les conditions de travail et de la sécurité, est celui des garanties de ressources en cas de chômage partiel. En 1978, par exemple, celui-ci a atteint un total de 207.000 heures. Lorsque le travail manque, les ouvriers sont en principe payés sur la base de quarante heures hebdomadaires, mais cette garantie n'est que partielle. La moitié des sommes nécessaires est versée par l'Etat, le reste constitue une avance de la direction, remboursable sur les heures supplémentaires des périodes de pointe. Celles-ci sont de plus en plus rares, et le chômage partiel de plus en plus fréquent, d'où au bout du compte, une nette diminution du pouvoir d'achat.

C'est en premier lieu cette diminution du pouvoir d'achat que les travailleurs de la réparation navale refusent. Au-delà de la garantie de ressource se pose, et c'est finalement l'essentiel, le problème de l'emploi. Chômage partiel, licenciements, autant de signes d'une crise de la réparation navale qui, en définitive, n'a rien d'une fatalité, mais résulte en grande partie de la politique économique des grands groupes industriels et financiers qui dominent le transport maritime. Ainsi, les délais entre les révisions des navires tendent à s'allonger. Autrefois, les révisions avaient lieu tous les ans; actuellement, certains navires tournent jusqu'à 40 mois sans entrer dans un chantier. Et quand on fait des réparations, c'est de plus en plus du bricolage à l'économie, quand ce n'est pas du « provisoire » qui dure. Ainsi le « Murex » (de la Shell), entré à Brest par la force des choses, c'est-à-dire en avarie, a repris la mer, pour Lisbonne, via les parages du Cap Finisterre, une des routes les plus fréquentées du monde, avec une seule chaîne d'ancre, comme l'AmocoCadiz (et encore certaines sections de la chaîne sont-elles réparées avec des élingues !) et sur une chaudière auxiliaire.

Ainsi encore le Bételgeuse qui, semble-t-il n'avait pas été révisé depuis deux ans et demi. Etc... etc... Avec les conséquences que l'on sait : jamais les accidents de pétroliers, en particulier, n'ont été aussi nombreux que ces derniers mois.

Les contrôles existants sont tout à fait insuffisants. Ce sont des organismes « de recette » (assurances, bureau Veritas...) eux-mêmes liés aux grands groupes capitalistes qui délivrent, en définitive, autorisations et certificats de conformité aux normes légales. Et ces dernières sont notoirement insuffisantes : le « Miralda », le « Murex », comme « l'Amoco-Cadiz », et probablement le « Bételgeuse », étaient en règle vis-à-vis de ces normes. Une vraie législation internationale sur la sécurité devrait être mise en place, après consultation de toutes les parties intéressées. Parmi celles-ci, les travailleurs de la réparation navale, qui ne voient pas de gaieté de cœur se développer des habitudes de bricolage hâtif et dangereux qui les mettent progressivement au chômage. Ainsi une mesure aussi élémentaire et aussi indispensable que l'obligation d'installer sur tous les pétroliers qui n'en sont pas équipés, le dispositif de gaz inerte pour les cuves, dont l'absence à bord du Bételgeuse est une des causes de la catastrophe, suffirait à court terme à assurer le plein emploi. A long terme, cependant d'autres mesures sont nécessaires, et ont été clairement définies par la C.G.T. comme par d'autres syndicats : réduction des délais entre les réparations, développement de la marine marchande et lutte contre les pavillons de complaisance. Les pratiques des armateurs ayant recours à ce système sont en effet encore pires que celles des compagnies armant sous leur pavillon national.

Et pourtant, ces dernières sont loin d'être sans reproche. Ainsi le Bételgeuse appartenait-il à une compagnie... actionnaire des A.F.O. ! Plus généralement, beaucoup de compagnies de navigation sont actionnaires de chantiers de réparation navale, en France ou en Europe. Ce n'est pas pour autant qu'elles y font plus souvent réparer leurs navires : elles concluent au contraire des contrats d'entretien avec des ports comme Singapour, où la main-d'œuvre est bon marché et le syndicalisme inexistant. En donnant du travail aux A.F.O. ou aux autres chantiers comparables, les patrons craignent, en définitive, le développement de la force syndicale. On préfère organiser le chômage pour revenir sur les avantages acquis. Et ceci au mépris de la sécurité de navigation comme des conséquences des marées noires qui se multiplient. Et parfois, en encaissant, sans contrepartie, des cadeaux fabuleux comme dans le cas de la nouvelle forme de radoub à Brest. De toutes les installations comparables en France, c'est le seul cas où il y ait un investissement massif des collectivités locales. C'est aussi le cas où la participation de l'Etat est la plus faible. Quant à la principale entreprise intéressée, la participation est nulle, mais elle touche dès maintenant une prime à l'embauche, pour du personnel qui ne sera recruté que l'année prochaine, et sur un contrat de travail en recul par rapport à la situation actuelle.

Enquête J.L.F.



SPECIAL MAREE NOIRE

Tiens, tiens...

L'automne dernier, un cinéaste travaillant pour une agence de publicité venait à Brest me parler marée noire. Il lui aurait fallu des oiseaux de mer et des démaçouteurs pour un film montrant des oiseaux mazoutés, de braves gens s'en occupant, et surtout leur envol final, beaux et blancs, vers la ligne bleue de l'océan (je n'exagère pas). Renseignements pris, il s'agissait d'une commande gouvernementale pour la campagne des élections européennes.

Dans le courant de l'hiver, la municipalité brestoise et l'institut d'études marines de l'Université de Brest mettaient sur pied un congrès scientifique international de haut niveau faisant appel à de nombreuses disciplines (droit, navigation, méthodes et stratégies de lutte, écologie...) sur le thème général de la pollution pétrolière. Rien de contestataire a priori, mais cette réunion devait se tenir un an après la marée noire, à la fin mars. Certains participants français se sont vu rappeler en haut lieu que la prise de parole publique était interdite

aux fonctionnaires des administrations pendant la durée de la campagne électorale. Plusieurs se sont d'ores et déjà désistés.

★

Il y a quelques semaines, j'étais contacté par Bernéz Grall, animateur des émissions en langue bretonne à FR3. Désirant consacrer une édition de *Breiz o vev* à l'anniversaire de l'AmocoCadiz, il me demandait d'y parler des conséquences sur la faune, la flore et l'écologie en général. Le 12 février, il venait même chez moi accompagné d'un membre de FR3-Rennes pour discuter des divers aspects de mon intervention. Rendez-vous était alors pris pour le tournage, la semaine suivante. Tout était prêt et les divers participants (parmi lesquels un élu de la majorité) avaient donné leur accord. Mais le 13 février, il me téléphonait pour m'annoncer, désolé, que l'émission ne pourrait avoir lieu. L'ordre venait de tomber de Paris: il n'était pas question de reparler de l'AmocoCadiz!

★

Trois faits. A vous de juger.

Jean-Yves Monnat.

Les dents de l'écologie

Alors que la catastrophe a suscité plusieurs disques (nous en avons parlé à l'époque) des films, des montages diapos nombreux, elle n'a guère été l'occasion de livres, mis à part le rapport de la commission parlementaire. Mis à part aussi un petit ouvrage d'un candidat écologiste dans la région de Morlaix, François de Beaulieu.

Prétentieux et non exempt d'erreurs notables (De Beaulieu divise par mille, par exemple, le contenu du pétrolier) « Les Dents du Progrès » apparaît avant tout comme un règlement de compte. Règlement de compte avec l'idéologie du profit, c'est vrai, mais aussi avec toute organisation, surtout si elle est de gauche, politique ou syndicale. Pour de Beaulieu, organisation signifie récupération ne trouvant grâce à ses yeux que les écologistes qui, seuls, n'auraient pas « perçu la marée noire comme un phénomène isolé, séparé des choix de la vie quotidienne », les lycéens et, curieusement, le sous-préfet de Morlaix et le préfet des Côtes-du-Nord choisis, ce qui ne manque pas d'aplomb, pour illustrer l'efficacité de « l'initiative locale »!

L'U.D.B., bien sûr, est copieusement rossée, elle qui a le culot de prétendre qu'on peut concilier développement industriel et respect de l'environnement. C'est, paraît-il, tenir un double langage; mais que peut-on dire de celui de François de Beaulieu critiquant sèchement l'U.D.B. mais faisant appel à certains de ses membres pour voler au secours de ses thèses?

Le malthusianisme de F. de Beaulieu et sa critique fort sommaire du capitalisme l'auraient-ils isolé au sein du mouvement écologique. Sa prétention à être parmi les découvreurs de liens entre la protection de la nature et les choix politiques agace. Que ne relit-il, ou plutôt que ne lit-il, la série d'articles publiée dans le Peuple Breton, en 1971 et 1972, à une époque où le mot même d'écologie était ignoré de la plupart, par J. Le Fèvre et J.-Y. Monnat?

En tous cas on croit comprendre la raison de son hostilité aux détergents: il a trouvé d'autres moyens de se faire mousser!

J.G.

Les dents du progrès, le Sycamore Paris, par F. de Beaulieu. - Préface de Jean Carlier (de RTL et non pas d'Europe 1, ce n'est pas Shell que vous croyez).

Marée noire chez les Helvètes



A. Schneider/Presservice

Une marée noire en Suisse. On pense tout de suite à un gag. Rien de plus sérieux pourtant. Dans la nuit du 8 au 9 décembre 1978, deux trains de marchandises se télescopent sur la rive ouest du lac de Neuchâtel. L'un des mécaniciens est tué. Les dégâts matériels sont considérables. En outre, l'un des convois transportait des produits pétroliers: 200.000 litres d'huile lourde se répandent immédiatement et, dévalant les dernières pentes du Jura, se déversent dans les eaux du lac, événement

sans précédent dans les annales du pays.

Ces quelque 200 tonnes d'hydrocarbures ne représentent peut-être pas grand chose: elles auront cependant suffi pour atteindre près de 1500 oiseaux aquatiques et pour polluer un peu plus les eaux de ce lac suisse qui connaît déjà, en temps normal, de graves problèmes de salubrité.

Une marée noire chez les Helvètes. Quel pays pourra encore prétendre être à l'abri de ce genre de catastrophe.

SPECIAL MAREE NOIRE

ACCIDENTS DE NAVIRES AYANT ENTRAÎNÉ UNE POLLUTION PÉTROLIÈRE

Cette liste couvre la période du 1^{er} octobre 1978 au 15 janvier 1979. Elle a été établie à partir de données extraites de la revue « Oil spill intelligence report ». Pour chaque accident, nous donnons la date de l'événement, le nom du navire, éventuellement (entre parenthèses) son pays d'origine ou sa nature s'il s'agit d'autre chose qu'un pétrolier, le lieu de l'accident, la nature de l'accident et le tonnage de pétrole déversé.

— 3 octobre 1978, Stawanda, en Afrique du Sud, pendant le chargement.

— 12 octobre 1978, Christos Bitas (Grèce), au Pays de Galles, échouage, 3.000 tonnes.

— 18 octobre 1978, Ekfors, en Suède, échouage, 140 tonnes.

— 8 novembre 1978, Ryoyo Maru, au Japon, pendant le déchargement, 45 tonnes.

— 8 novembre 1978, Feoso Sun (Panama), aux Philippines, explosion en fin de déchargement, 31 morts,

tonnage non précisé.

— 8 novembre 1978, Glacier Queen (ferry-boat), en Alaska, a sombré au mouillage par mauvais temps, 5 à 17 tonnes.

— 9 novembre 1978, Irène S. Lemos (Grèce), aux U.S.A., collision, 5 à 7 tonnes.

— 15 novembre 1978, Gim 106 (barge), aux U.S.A., collision contre un pilier, 45 à 53 tonnes.

— 22 novembre 1978, Jupiter Gas, au Japon, collision, tonnage non précisé.

— 25 novembre 1978, J.A. Mac Donald (brise-glace), au Canada, rupture de coque lors des essais, 230 tonnes.

— 28 novembre 1978, Cibro Philadelphia (barge), aux U.S.A., échouage, 164 tonnes.

— 3 décembre 1978, Aries, en Californie, débordement d'une citerne suite au non fonctionnement d'une valve, 31 tonnes.

— 8 décembre 1978, Robert L. Polling, aux U.S.A., collision, 175 tonnes.

— 13 décembre 1978, Lang Fonn, aux U.S.A., pendant le déchargement, 14 tonnes.

— 19 décembre 1978, Peck Slip, à Puerto Rico, avarie après talonnage, 1600 tonnes.

— 27 décembre 1978, Mari Boeing (Liberia), aux Bermudes, échouage, 56 tonnes.

— 31 décembre 1978, Andros Patria, au large de la Galice, explosion suivie d'incendie, 20 morts, 30 à 50.000 tonnes.

— 31 décembre 1978, Esso Bernicia, en Ecosse, déchargement à un terminal, 1100 tonnes.

— 2 janvier 1979, Mano 11, à Singapour, naufrage après collision, tonnage non précisé.

— 2 janvier 1979, Master Michaël (Chypre), en Mer des Caraïbes, naufrage, 5600 tonnes.

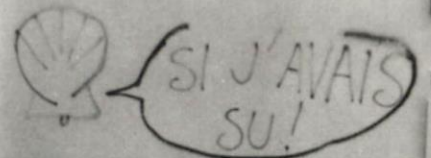
— 8 janvier 1979, Betelgeuse (France), en Irlande, explosion, 50 morts, 40.000 tonnes.

— 11 janvier 1979, Trade Nomad (Grèce), aux U.S.A., collision, 260 tonnes.

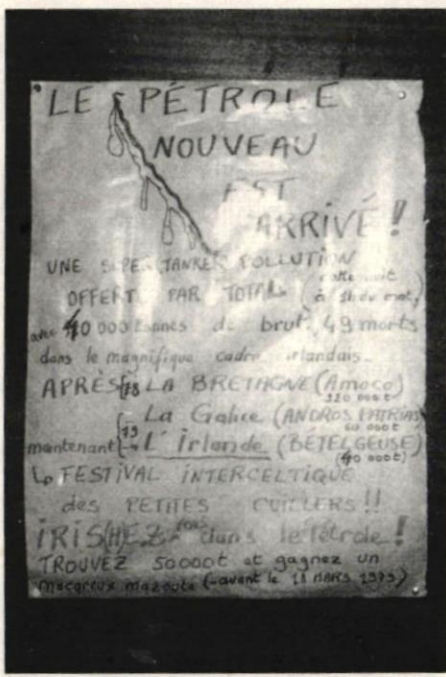
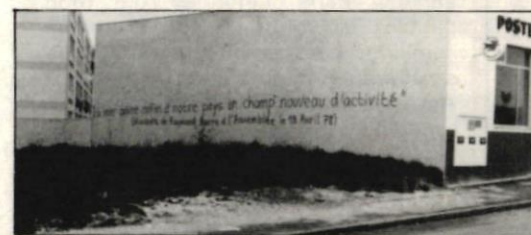
**MAZOUTES AUJOURD'HUI
RADIOACTIFS DEMAIN**



✱ Comité Anti Marée Noire ✱



**NON A LA
MORT
NOIRE**



Affiche apposée à la Faculté des sciences de Brest en janvier dernier.

GOLDORAK E BREZHONEG

par F.KERFRAVAL



KAKU-KURITA/GAMMA

Ils nous sont tous les deux venus du Japon.

Makoto voulait apprendre le français, langage académique et estimé. Parachuté à Rennes, il découvrit un nouveau pays, une autre langue, rebelle et méprisée. Ressortissant d'un empire extrême-oriental de cent millions d'habitants, il partage désormais à Landeleau la vie d'un petit peuple de l'extrême Occident. Il apprend avec lui ce que chômage veut dire. Il connaît sa langue. Mieux, il l'enseigne alors que tellement d'entre nous ne savent que la baragwiner. Makoto Noguchi a gardé son nom de là-bas. Il l'a donné à une femme de chez nous.

Ufo-Robot a laissé son nom de baptême dans les placards d'un studio de doublage d'Antenne 2. Moitié Goldfinger (l'espionnage !), moitié Mandrake (la magie !), le voilà devenu Goldorak. Il est resté extraterrestre. Ses scénaristes restent japonais, mais les profits, eux, sont devenus français : 500.000 disques vendus, 200.000 posters, autant d'auto-collants, des milliers de panoplies, des bonbons, des jouets, des marionnettes géantes pour publicités d'hypermarchés.

Je n'ai jamais rencontré Makoto Noguchi qui vit depuis plusieurs années dans l'intimité de mon peuple. Par contre, je cotoie chaque semaine, par gamins interposés, le samouraï programmé du professeur Actarus. Il s'est imposé dans l'intimité de mon foyer.

Prenons-en acte. Les techniques modernes de communication violent les frontières, ébranlent les cultures

et bouleversent la transmission du savoir. Mettons-nous bien cela dans la tête : les Goldorak sont partout.

A quelle expérience se référeront les jeunes Bretons ? A quels témoignages seront-ils sensibles ? A celui, bien réel, d'un homme qui révèle dans l'humilité de sa démarche l'universalité de toute culture nationale, ou à celui, préfabriqué, d'une marionnette qui présume dans la froide violence de ses exploits des angoisses des prochains millénaires ?

Avec le progrès technologique, les défenses naturelles des hommes ont été balayées. Avec la télévision, l'imaginaire est entré de plain-pied dans la vie collective. Qui tient la T.V., guide les premiers pas du nouveau monde ?

Notre génération est à cheval sur deux histoires. Le début de ce siècle a vu grandir la dernière génération de Bretons dont le français n'était pas la langue maternelle. Sa fin voit grandir la première génération de Bretons modelés dès leur enfance par le langage audiovisuel.

L'émigration n'était qu'un pis-aller. Aujourd'hui, on déracine sur place. Puisque les Bretons s'entêtent à ne plus quitter leur pays, chassons ce pays de leurs têtes. Substituons lui un univers tout entier peuplé de héros de feuilletons U.S. planqués derrière un écran francophone. Anesthésie rondement menée. L'extraction de langue se fera sans douleur.

Mais heureusement, voici l'heure de la prise de conscience !

Giscard est arrivé avec sa charte et ses gros souliers. Le parti commu-

niste a déposé (le premier !) une proposition de loi sur l'enseignement du breton. Le parti socialiste veille à alimenter régulièrement les chroniques d'« Emgléo Breiz ». « Le Télégramme » publie la version bretonne de « L'Ankou » (et l'interrompt parce que les touristes sont partis...). La vieille Armorique se réveille. La langue des ancêtres revient à la mode. Per-Jakez Hélias dépasse le million d'exemplaires. L'Europe sera la chance de la Bretagne. Alain Souchon chante le bagad de Lann-Bihouée. Tagada-tsouin-tsouin. Tagada-tsouin-tsouin.

Quelle triste symphonie, MM. les pique-assiette du renouveau breton. Que savez-vous de la désespérance du bénévole qui voit cours après cours fondre son effectif ? Que savez-vous de la désespérance de ces parents qu'une institutrice croit combler en glissant une comptine en breton dans le répertoire de sa classe ? Que savez-vous de la désespérance de ces conquérants de l'inutile qui veulent préserver en eux leur part du patrimoine de l'humanité ?

Les sollicitudes des passésistes et des politicards me soulèvent le cœur. Les scrupules des linguistes et des idéologues m'exaspèrent : avec ou sans ZH ? Diwan, école privée ou pas ? Bon sang ! On ne discute pas de la couleur de l'ambulance quand le malade est en train de crever !

Ils préparent le temps où l'on sera bretonnant comme d'autres sont philatélistes, colombophiles ou pédérastes. On devisera breton, culturellement, chez soi, entre amis : « la télé est tellement con et le bridge si complexe ». Non. Très peu pour moi. Si la T.V. doit conditionner les populations, et bien battons-nous pour elle. Demandons tout. Tout de suite. Une chaîne tout en breton. Et pas du culturel, de l'efficace. Goldorak e brezhoneg !

Si mes enfants doivent se faire intoxiquer, et il n'y a aucune raison qu'ils en réchappent (la Belgique reçoit déjà quinze chaînes !), je réclame pour eux le droit de choisir le haschisch plutôt que l'héroïne. Je réclame pour eux le droit de se faire intoxiquer en breton.

Makoto Noguchi est venu rejoindre notre combat. C'est une preuve de confiance. Goldorak sera contraint de faire de même. Ce sera une preuve de puissance. Merci Makoto. Goldorak au boulot.

COËTQUIDAN, MEUCON

LES CIVILS NE PASSERONT PAS !

Les camps militaires de Coëtquidan et de Meucon sont traversés respectivement par la R.N. 24 Lorient Rennes et la R.N. 167 Vannes-Pontivy. Ces deux routes vont être améliorées, la R.N. 24 devant être mise à 2 x 2 voies entre Ploërmel et Plélan. Ces routes étaient jusqu'ici fermées quelques jours par an à cause de tirs ; les militaires veulent profiter de leur modernisation pour les dévier et fermer définitivement l'ancien tracé.

Or les déviations proposées-imposées par les militaires passent sur des terres agricoles.

Ainsi la déviation de Coëtquidan par le sud nécessiterait une emprise de 150 ha de terres agricoles, alors qu'un tracé central passerait sur le camp et quelques terres de moindre qualité. De plus, ce dernier tracé, passant en limites communales, désorganiserait beaucoup moins la circulation agricole et les structures foncières.

Une association de défense animée par les agriculteurs s'est créée pour s'opposer à ce tracé sud. Son action a notamment obligé l'Equipe-ment à étudier un tracé central, mais cette étude reste secrète.

A Meucon, ce sont les agriculteurs de Locqueltas qui sont touchés par le projet. Le syndicat local a pris position contre.

La déviation sud du camp de Coëtquidan représente un détour de cinq kms. Pour un coût de 30 centimes le kilomètre auto, le détour équivaut à un péage de 1,50 F. Comme le trafic prévu pour 1980 est de 10 000 véhicules par jour dont 15 % de poids lourds, ce sont 700 millions d'A.F. par an que paieront les usagers ! De plus la réalisation de ce tracé sud est plus chère (2,5 milliards A.F.).

A Meucon on retrouve le même problème à une autre échelle.

UNE MILITARISATION ACCRUE

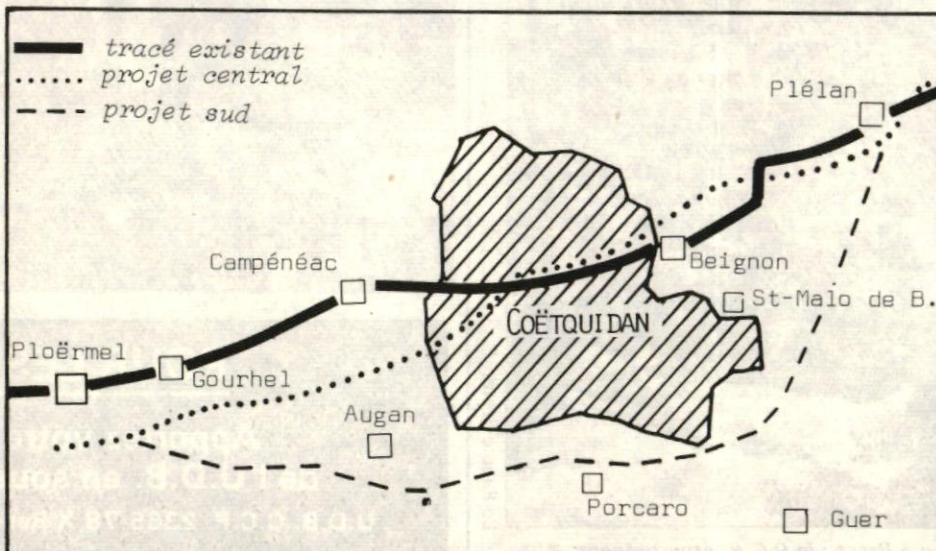
Les militaires justifient les jours de fermeture par certains tirs. A Coëtquidan ce sont les tirs de canons de 105 et mortiers de 120, armes quelque peu démodées !.. Le nombre de demi-journées de fermeture est passé de 100 en 55-60 à 15-20 en 76-77. La plupart de ces tirs sont effectués par les régiments de la 9^e DIMA (1) (Vannes, Dinan, Lande d'Ouée, Granville). Ces tirs pourraient être effectués ailleurs lors de manœuvres dans d'autres camps.

Le chantage aux emplois civils liés aux écoles de la part du général du camp est donc particulièrement scandaleux.

A Meucon ce sont les tirs de mitrailleuses qui « justifient » les fermetures de la route. Au prix de quelques travaux ces tirs pourraient s'effectuer dans la partie ouest du camp.

La fermeture de ces deux routes permettrait par contre de plus grandes possibilités de manœuvres à Coëtquidan et surtout l'installation de nouveaux champs de tirs. Les régiments de la 9^e DIMA vont en effet être équipés de nouvelles armes (canons de 20 mm, missiles, nouvelles automitrailleuses...)

(1) 9^e DIMA : 9^e Division d'Infanterie de Marine.



EFFORT GOUVERNEMENTAL

Le jour même où le gouvernement faisait annoncer, à grands coups de tam-tam, la création, très étalée dans le temps de 1500 emplois en Basse-Loire, la presse de Loire-Atlantique faisait état de projets de suppression de 210 emplois chez Beghin-Say (sucre), de 200 autres dans la construction Vivant-Electricité, Dupau-Menuiserie, S.B.T.P., S.C.R.E.G., André, Rineau...) et de 140 aux établissements Huard de Chateaubriant.

Ces chiffres-là, qui donnaient la juste mesure de « l'effort gouvernemental » n'ont pas eu l'honneur, eux, de dépasser le cadre des éditions locales de la presse « régionale ».

Il est vrai que dans cette société contrôlée par le capital, il est moins important de faire connaître l'ampleur des problèmes que de faire croire qu'on essaie de les résoudre.

M.F.

**Lors de sa visite
en Bretagne**

GEORGES MARCHAIS TIENT DES PROPOS... BOITEUX

La Bretagne n'inspire pas Georges Marchais. La dernière fois qu'il nous avait rendu visite il avait attristé en tenant des raisonnements sommaires du genre : « *vous avez eu quatorze ministres bretons, et qu'est-ce que cela a changé ?* »

Cette fois-ci il a dérouté tout le monde, à commencer par les militants du P.C.F. en Bretagne, en reprenant à son compte la propagande de l'E.D.F. sur le nucléaire.

On comprend leur désarroi, à ces militants qui avaient préparé affiches et banderoles sur le mot d'ordre « *décider en Bretagne* » et qui apprennent brutalement qu'on a décidé pour eux, et pas dans le sens qu'ils avaient choisi ! C'est une gaffe ? c'est une reprise en main ? Ou c'est simplement dans le droit fil de ce qu'annonce, sur une double page, l'Humanité Dimanche : « *Pour vivre et travailler au pays, il faut décider... en*

France ! »

Georges Marchais peut-il ignorer que la seule justification du nucléaire en Bretagne, c'est l'augmentation des profits pour les multinationales ? Peut-il ignorer que comparer Brennilis et Plogoff, c'est mettre sur la même ligne un vélomoteur et une Mercedes ?

Enfin, quand il nous dit que cette centrale que nous refusons, d'autres régions n'ont aucune raison de l'accepter pour nous, il va vraiment trop loin. Car Plogoff, c'est considérablement plus d'énergie que n'en demande la Bretagne actuelle, que n'en demanderait même une Bretagne industrialisée. Ce n'est donc pas *pour nous*, comme le dit EdF, et comme feint de le croire Marchais, que l'on construit Plogoff et le Pellerin. Ce rôle colonial de pourvoyeur d'énergie que Georges Marchais refuse pour les autres régions, c'est celui qu'il propose pour la Bretagne !

J.G.



La manifestation antinucléaire du 23 septembre à Brest ; le P.C.F. était présent...

LORIENT 24 FEV 1200 MANIFES



Le Peuple Breton

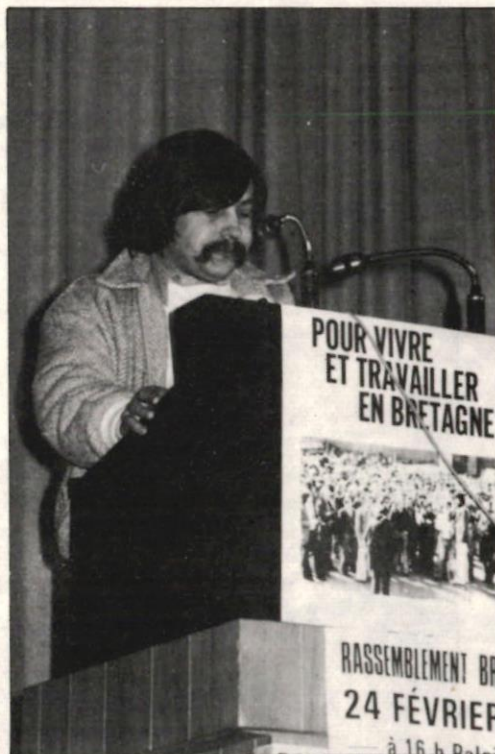
POUR LES CA

**Apportez votre sou
de l'U.D.B. en souscriv**

U.D.B. C.C.P. 2365-78 X Rennes, e

La vie de l'U.D.B.

FÉVRIER TANTS UDB POUR L'EMPLOI



A gauche : 1200 UDB manifestant dans les rues de Lorient, puis dans la grande salle du Palais des congrès.

En haut : Patrick Pellen ; pourquoi nous sommes opposés au nucléaire ?

En bas : Sten Kidna, en breton ; le drame du chômage.

Photos Y. Quénéhervé



Une intervention de R. Leprohon au conseil régional

« Au moment du vote du budget 1979 du Conseil régional, je voudrais brièvement dire mon désaccord profond avec la politique que traduit ce budget. Nous ne prenons pas les moyens de faire face à l'ampleur de la crise qui secoue la Bretagne. Le Conseil régional s'accommode de son manque de pouvoirs, de son manque de finances.

Ce faisant, il entretient l'illusion dans la population bretonne. Il contribue à la résignation générale. mais lorsqu'on voit la composition réactionnaire de sa majorité, il n'y a là rien d'étonnant. Ce budget est le vôtre, je vous le laisse : c'est votre politique, c'est votre responsabilité.

Mais, au moment de conclure cet important débat, je voudrais aussi dire ma déception de la tenue de cette assemblée et particulièrement de la façon dont est ici traitée l'opposition.

La majorité réactionnaire, par son comportement bafoue l'opposition, ne lui laisse aucun pouvoir, aucun contrôle. Quelle caricature de majorité ! Je veux aussi dénoncer l'attitude de l'administration qui participe à ce mépris de l'opposition...

Et puisqu'ici, comme à la Commission déléguée (*), comme dans les commissions (**), comme dans la presse éditée par le Conseil régional, l'opposition n'est ni respectée, ni prise au sérieux, c'est ailleurs et par d'autres moyens que nous défendrons les intérêts du peuple breton. »

R. Leprohon

(*) La commission déléguée assure entre deux sessions l'interim du Conseil régional : aucun membre de l'opposition n'en fait partie.

(**) Dans les commissions de travail du conseil régional, la majorité de droite a confisqué tous les postes de responsabilité et n'en a laissé aucune à l'opposition de gauche.

CANTONALES

...tion aux candidats
...ant pour la campagne
...n précisant « pour les cantonales »

Brèves

Association de défense de l'environnement du Goëlo : lettre à Valéry

Par une lettre adressée à Valéry Giscard d'Estaing l'Association de défense de l'environnement du Goëlo attire l'attention des pouvoirs publics sur les dangers de sa politique nucléaire à savoir la construction des centrales et l'élimination des déchets et réclame dès maintenant des investissements vers la recherche et la mise en œuvre des énergies douces et décentralisées au maximum.

PB

Douarnenez : grève des ouvriers poissonniers

48 ouvriers-poissonniers professionnels du port de Douarnenez et un nombre égal d'occasionnels et de saisonniers ont déclenché une grève de 24 heures à l'appel de la C.G.T. pour obtenir le statut de docker. En effet la nonreconnaissance de ce statut signifie pour ces travailleurs les inconvénients liés à la profession sans aucun avantage en contre-partie.

PB

Du nouveau dans l'industrie du téléphone :

Deux sociétés du secteur téléphonique et télégraphique sont actuellement l'objet de regroupements financiers en Bretagne.

L'entreprise Depape installée à Douarnenez et à Pont-de-Buis a été rachetée par la firme MATRA.

A Guingamp et Morlaix l'A.O.I.P. directement menacée par 500 licenciements chercherait un partenaire financier. Philips serait sur les rangs.

PB

Wanig ha Wenig : une revue au service des enfants bretonnants

Wanig da Wenig cherche à offrir aux enfants bretonnants de la lecture et des jeux en breton leur permettant de se familiariser avec le vocabulaire du quotidien.

La revue n'a que 238 abonnés. Pour sa survie abonnez-vous en écrivant à MarieLouise Favé, Kernevez, St-Pol-de-Léon 29250. Cela vous coûtera 25 F.

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



LOIRE-ATLANTIQUE

SAINT-NAZAIRE : LA GRANDE MANIFESTATION DU 8 FÉVRIER : UNE RÉPONSE MAGISTRALE DES TRAVAILLEURS AUX ÉVÉNEMENTS DE JANVIER

Organisée par la C.G.T. et la C.F.D.T. et soutenue par de nombreux partis de gauche dont l'U.D.B., une grande manifestation s'est déroulée à Saint-Nazaire regroupant environ 6000 personnes.

L'ensemble du département de Loire-Atlantique était concerné par cette journée d'action. Les manifestants du Pays de Retz coupés par le pont à péage ont rejoint gratuitement leurs camarades de Saint-Nazaire grâce à leur appui. Ils étaient près de 600.

Partant de chaque usine, des cortèges se sont formés bloquant ensuite toutes les routes accédant à la ville pour se réunir plus tard au centre de la cité pour les prises de paroles. Une nouvelle expression de l'unité des travailleurs de Loire-Atlantique face au démantèlement économique de leur région.



Le Peuple Breton

FINISTÈRE

LANDELEAU : LE C.E.G. EN PÉRIL

Prétextant du départ en retraite du directeur, l'Inspection Académique s'apprête à fermer le C.E.G. rural de Landeleau déjà menacé en 1968 et 1972.

C'est un pas de plus vers la désertification du Centre Bretagne qu'ont dénoncé 200 personnes venues de Landeleau à Quimper le jeudi 15 février. Ils revendiquaient la qualité de la vie scolaire et le droit de vivre au pays. Le conseil municipal soutient les parents d'élèves et les enseignants, quant au maire, il menace de démissionner si le C.E.G. est fermé.

Après les C.E.G. de La Feuillée, Brasparts, Poullaouen, Maël-Carhaix celui de Landeleau (73 élèves cette année, 84 prévus pour la rentrée) paie le prix de la rentabilisation de l'Éducation comme d'autres services publics. Demain ce seront les C.E.G. de Spézet et Commana qui fermeront leurs portes.

Dans le même temps le C.E.S. de Carhaix va dépasser 800 élèves. On imagine les conditions de travail des élèves et des enseignants...

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES



MOR-BIHAN

LORIENT : LES ÉTABLISSEMENTS EGMO EN GRÈVE

Depuis les premiers jours de février le personnel des Ets EGMO mène une grève pour la sauvegarde de leur pouvoir d'achat. Les 38 grévistes de Lorient appuyés par les 160 travailleurs de l'établissement de Brest ont pourtant une revendication bien modeste en réclamant la garantie pour l'année 1979 d'une augmentation régulière suivant l'indice INSEE sur le coût de la vie.

Depuis le dépôt de bilan de 1977 l'entreprise a connu une charge de travail satisfaisante qui n'explique donc pas cette austérité.

ILLE-ET-VILAINE

SAINT-MALO : LE POINT SUR LE SECTEUR PUBLIC

L'union locale C.F.D.T. a tenu une conférence de presse pour présenter la situation réelle des travailleurs dans les différents services publics de la région malouine: Centre Hospitalier, P.T.T., E.D.F., Douanes, Enseignement, etc... Au total 2400 personnes sont concernées sur Saint-Malo dont une très forte majorité de femmes: 70 % à la Sécurité Sociale, 82 % à l'hôpital.

Ces travailleurs que le gouvernement présente régulièrement comme des privilégiés et des perturbateurs irresponsables ont en réalité les mêmes soucis que leurs camarades du privé pour améliorer leurs conditions de vie. C'est le gouvernement qui délibérément laisse se dégrader la situation pour que la population accepte ensuite sans broncher le démantèlement des services publics et leur privatisation. Ainsi à la Sécurité Sociale, le personnel auxiliaire est embauché pour 5 mois 1/2. De ce fait, il ne peut prétendre à l'Assedic. A la douane, les transitaires paient les heures supplémentaires des douaniers!

De plus ce n'est pas dans la fonction publique que les nombreux chômeurs de la région malouine trouveront du travail. En effet dans aucun des secteurs dont on a parlé, il n'est question d'emplois nouveaux...

CÔTES-DU-NORD

LAMBALLE : LE C.E.T. ET LE LYCÉE HENRI AVRIL EN ACCUSATION

Afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de construire de nouveaux locaux, une centaine de parents d'élèves du lycée et du C.E.T. Henri Avril appuyés par les enseignants, les agents et la plupart des maîtres du canton ont manifesté leur mécontentement devant le lycée.

Cet établissement n'est plus adapté aux besoins d'une vie scolaire décente: 36 classes sur 40 fonctionnent dans des baraques chauffées par des poêles à mazout. Les internes sont parqués à 60 par dortoir. Quant à l'hygiène, seulement cinq douches sont à la disposition de 250 élèves.

Une promesse de rénovation date de dix ans! On attend toujours sa réalisation...

Chronique réalisée avec la collaboration des fédérations U.D.B.
de Loire-Atlantique, du Centre-Bretagne et d'Ille et Vilaine.

Brèves

Hennebont : manifestation pour la défense de la Sécurité Sociale

Le samedi 17 février, une centaine de manifestants se sont réunis devant la permanence du député Le Cabellec pour lui remettre un texte signé par une dizaine d'organisations syndicales et politiques afin de protester contre les atteintes portées par le gouvernement Barre à la Sécurité Sociale.



« Oxygène » : une nouvelle parution en Bretagne

La Société pour l'Étude et la Protection de la Nature en Bretagne (S.E.P.N.B.) édite un nouveau journal écologique: «Oxygène». Le numéro est en vente 4 Frs.



Le pommier en voie de disparition en Bretagne :

Environ six millions de pommiers ont été détruits en Bretagne en l'espace de 14 ans. Ceux qui subsistent actuellement représentent 39 % du peuplement de 1963.



nouveaux licenciements à Brest :

Employant 280 salariés «Chauffage et Ventilation» coopérative ouvrière a décidé le licenciement de 60 personnes pour raisons économiques. Cette mesure est une nouvelle atteinte au secteur du bâtiment déjà si gravement touché depuis quelques années dans la région brestoïse.

AU CONGRÈS DU P.S.A.



Alicante : Un tourisme qui ne fait pas de cadeaux !

L'U.D.B. EN ANDALOUSIE

Au mois d'octobre dernier, une délégation de l'U.D.B. s'était rendue de l'autre côté des Pyrénées pour rencontrer à Saint-Sébastien, à Bilbao, à Saint-Jacques de Compostelle, à Madrid, à Barcelone, un nombre important d'organisations politiques porte-parole des peuples d'Espagne. Le temps avait manqué alors pour pousser jusqu'en Andalousie...

L'Andalousie, c'est tout le sud de la péninsule ibérique, de la frontière portugaise jusqu'au delà d'Almería, avec sur l'océan, la **Costa de la Luz** (la Côte lumineuse), et sur la Méditerranée, la **Costa del Sol** (la Côte du Soleil) : ces jolis noms sont ceux qu'ont imposés les dépliants touristiques... Il y a aussi **Gibraltar**, un des derniers bastions de l'impérialisme anglais, qui est bel et bien un rocher andalou... Une fois franchi le détroit (15 km), on est en terre

maghrébine.

L'Andalousie, c'est bien autre chose qu'une terre inondée de soleil et envahie l'été par les hordes de touristes venus du Nord. L'Andalousie, c'est un pays fascinant parce qu'il est habité par un peuple qui veut, lui aussi, disposer de lui-même, un peuple qui refuse la sujétion et les lois dictées par d'autres...

Les 12, 13 et 14 janvier 1979, s'est tenu à **Séville** le deuxième Congrès du **Parti socialiste d'Andalousie**, seule formation nationalitaire représentative du peuple Andalous. Présent au Congrès de l'U.D.B. à Brest en avril-mai dernier, le P.S.A. avait invité l'U.D.B. à son congrès. Ce fut pour notre parti l'occasion de parachever son tour des peuples d'Espagne et de faire plus ample connaissance avec un parti et un

peuple qui ont avec les nôtres bien des points communs. Les lecteurs de **Pobl Vreizh** auront eu, dans le numéro de février de notre mensuel politique en breton, la primeur du compte rendu : ceux du **Peuple Breton** ne seront pas lésés pour autant, sans qu'il soit fourni ici une simple resucée de l'article de **Pobl Vreizh**.

L'autonomie est à la mode dans l'Etat espagnol. Bientôt Madrid elle-même sera autonome, pourquoi pas ? Aussi est-ce un terme qui n'a pas du tout la cote là-bas. Bien que la constitution espagnole fasse mention des « peuples d'Espagne » (erreur de ce côté-ci des Pyrénées, vérité au-delà), l'autonomie proposée aux différents peuples d'Espagne paraît aussi dénuée de consistance que la fameuse autonomie prétendument reconnue aux universités de l'Hexagone. Aussi les partis que nous appellerions « nationalitaires » se désignent-ils là-bas comme franchement « indépendantistes. Il reste que l'Andalousie est un cas à part, et est, en tout cas, une minorité espagnole de langue, bien que l'accent andalou soit tout à fait caractéristique. L'existence d'une conscience andalouse en l'absence de langue spécifique est de toutes façons un fait notable.

C'est que les Andalous ne sont « Espagnols » que de justesse et au hasard des conquêtes et des annexions. Sur cette terre se sont succédés les civilisations les plus nombreuses, et parmi les plus brillantes. Phéniciens, Carthaginois, Romains, Vandales, Wisigoths ont marqué cette terre de leur empreinte. Et surtout, voilà un pays qui a été **Arabe** de 711 à 1492 (prise de Grenade et annexion de l'Andalousie par les Rois Catholiques). **Cadix, Séville, Grenade, Cordoue** : autant de haut-lieux de la culture arabe la plus prestigieuse. Contre les Juifs d'Andalousie refusant le baptême, contre les « Maures » refusant le catholicisme, se déchaîne à partir de l'annexion, la « sainte » Inquisition, avec le sinistre « Torquemada ». Peuple amnésique, comme tous les peuples conquis et colonisés, le peuple andalou n'a pourtant pas **tout** oublié.

Quoique ce soit à **Séville** que débarque **Franco**, venant des Canaries et du Maroc, dans l'été 1936, l'Andalousie est républicaine et anti-franquiste. Ensuite et pour quarante ans, le généralissime impose à l'Espagne tout entière le joug de sa terrible dictature. Plusieurs des dirigeants actuels du P.S.A. ont connu les geôles franquistes.

Malgré — ou peut-être à cause de ces quarante années d'oppression, ce peuple de 6 millions d'Andalous fait preuve d'une étonnante vitalité, et le P.S.A. est une formation qui n'a rien de groupusculaire : 500 congressistes délégués des 10.000 militants du P.S.A., se pressaient dans la vaste salle du Congrès. Beaucoup, beaucoup de jeunes... La montée des mouvements nationalitaires est véritablement un phénomène planétaire, et la position réactionnaire des jacobins français est à la fois archaïque et ridicule, quand on voit une jeune démocratie bourgeoise comme l'Etat espagnol avancer sur ce point et malgré d'évidentes et importantes restrictions, la « mère des



Hervé Gloaguen/Viva

Un pays à bien des égards sous-développé.

arts, des armes et des lois » que prétend être le France éternelle...

Les analyses et les objectifs du P.S.A. sont proches de celles de l'U.D.B. : socialisme, internationale des peuples opprimés, et les ennemis à abattre sont les mêmes : capitalisme économique, centralisme politique, impérialisme. Malgré la distance, malgré les différences de lieu et le poids des héritages culturels, il est très réconfortant de constater que l'autonomie (la vraie), l'autonomie socialiste est une aspiration de tous les peuples du monde et une nécessité de la démocratie authentique.

Ce qui fut très frappant à ce Congrès du P.S.A. à **Séville**, c'est l'importance des délégations et des organisations arabes ayant fait l'option socialiste : **O.L.P.** (organisation pour la libération de la Palestine), **Baas Syrien**, **Front socialistes des Forces populaires** (Maroc) ... Les contacts sont intenses et suivis entre le P.S.A. et les formations politiques, et aussi d'autres d'**Irak**, d'**Algérie**, du **Liban**... Manifestement les Andalous se souviennent qu'ils ont à leur compte tout un héritage arabe qui les rend aptes, sans aucun doute, à prioriser dans leurs relations internationales celles avec les pays arabes... Et puis, le Maghreb est à 15 km des côtes andalouses...

Il n'en demeure pas moins que les Andalous ont leurs problèmes propres et ils sont importants. Les dépliants touristiques qui vantent les charmes — réels — de l'Andalousie ne disent pas

que là-bas le chômage et l'émigration sont le lot quotidien : un triste point commun de plus avec les pays du Maghreb. Les dépliants touristiques ne disent pas non plus que les Andalous sont parmi les plus pauvres des travailleurs de l'Etat espagnol, où il n'en manque pourtant pas. L'Andalousie est sous-équipée et, à bien des égards, sous-développée. Les liaisons routières sont négligées, et les richesses propres du pays ne sont pas prises en compte. Là-bas, le territoire n'est même pas aménagé du tout et le colonialisme économique est une dure réalité de tous les jours.

Partout, oui partout, se fait jour parmi les peuples la même aspiration : prendre en mains son destin. Et pour ce faire,

briser les chaînes des esclavages modernes. Briser celle de l'argent qui domine par la multinationale des Etats bourgeois capitalistes interposée. Briser celle des impérialismes économiques et idéologiques. Donner aux travailleurs le pouvoir de vivre libres sur leur terre et dans leur patrie. Dans sa lutte, dans sa longue lutte, le peuple breton n'est pas seul au monde. On parle beaucoup d'Europe en ce moment : celle des marchands ne va pas trop mal. Celle des peuples est en marche : Seule une internationale forte des travailleurs et des peuples solidaires pourra empêcher les marchands d'imposer leur loi qui se résume en un mot : le profit.

Fanch Morvannou

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

VERS UNE RÉUNIFICATION ?

Le « Peuple Breton » a déjà évoqué les problèmes de la lutte bretonne — ou Gouren — en août et décembre 1976 (numéros 153 et 157). Nous mettions alors l'accent sur les projets de regroupement de deux mouvements principaux qui représentent ce sport en Bretagne : la F.A.L.S.A.B. (Fédération des Amis de la Lutte et des Sports Athlétiques Bretons) et le Comité de Bretagne, devenu depuis B.A.G. (Bodadeg ar Gournerien).

Depuis lors la situation a évolué. Le « Peuple Breton » fait aujourd'hui le point sur ce sport.

Un sport ancien

L'origine du gouren est plutôt floue. L'hypothèse la plus probable est celle des Bretons, qui dans les premiers siècles de notre ère ont immigré en Armorique, en y apportant la pratique de la lutte. On retrouve en effet de nos jours la même forme de sport en Cornouailles britannique. A partir du 15^e siècle, les premiers témoignages écrits commencent à apparaître. C'est d'abord le bénédictin Dom Lobineau qui, dans son Histoire de la Bretagne cite les lutteurs qui accompagnaient le Duc Pierre II lors de son voyage à Bourges en 1445.

En 1521, François 1^{er} et Henry VIII se rencontrent à Calais, au camp du Drap d'Or. Lors des festivités, il y a des tournois de lutte et si l'Anglais choisit pour le représenter des Cornouaillais, François 1^{er} choisit des Bretons réputés. Puis on retrouve des récits de lutte fort précis par Ambroise Paré, qui assiste même à la mort d'un lutteur, sur coup déloyal, en 1543 ou par Noël du Fail, en 1548. A cette époque le gouren était pratiqué couramment.

A la fin du 18^e siècle dans son « Voyage dans le Finistère », Jacques Combray nous décrit un combat et parle de la lutte « **exercice dans lequel les Bretons l'emportent sur toutes les nations du monde** ». Le gouren continue à être populaire, malgré les réticences du clergé jusqu'à la guerre 14-18. Les récits, sermons et gwerziou qui le montrent sont nombreux.

La renaissance du gouren

L'artisan du renouveau de la lutte en Bretagne est le Docteur Charles Cotonnec qui, vers les années 1920, fit le tour de la Basse-Bretagne pour recenser ce qu'il en restait après la désorganisation de toutes les activités, à la suite de la guerre. Il découvrit alors l'amour des Bretons pour leur sport. C'est après avoir rencontré Monsieur Tregoning Hooper, un architecte de Cornouailles britannique, et constaté avec lui qu'il existait la même lutte de part et d'autre de la Manche qu'il

organisa un tournoi interceltique à Quimperlé. Ce tournoi eut lieu en août 1928 et connut un succès populaire considérable, plus de 5.000 spectateurs enthousiastes se pressant autour des combattants et débordant un bien modeste service d'ordre. Encouragé, le docteur Cotonnec fut à l'origine, le 30 mars 1930, d'une association, la « Fédération des amis des luttes et sports athlétiques bretons », la FALSAB, dont la première tâche fut d'introduire un règlement au gouren en limitant à 20 minutes le temps du combat, en créant des catégories d'âge et de poids, en aménageant la lice de sciure de bois. En fixant également le serment des lutteurs et en interdisant certaines prises dangereuses (Scordia, le champion du tournoi de Quimperlé, avait été tué en 1928).

La scission

Après la dernière guerre, la FALSAB remet sur pied des tournois, des championnats bretons et interceltiques. En 1963, un jeune lutteur voulut à son tour moderniser le gouren, son rêve étant de le voir traiter à l'égal des autres sports. Il recontacta de fortes oppositions auprès des dirigeants de la FALSAB qui craignaient de voir dénaturer le gouren. Aussi quand, en août 1963, au cours d'un tournoi, ce lutteur s'assoit par le sol au moment de la Marseillaise, il est exclu pour un an. Avec deux de ses camarades, il préfère quitter définitivement la FALSAB pour créer, peu après, une association de lutte le « Cercle Mikaël Marion » qui, en juin 1964 regroupe quelque soixante personnes. Après quelques mois de fonctionnement cette association devient le B.R.U.G. (Breiziz reiz unanad evid ar gouren), dont les dirigeants s'aperçoivent de la difficulté d'introduire le gouren dans les établissements scolaires. C'est pour pallier cette carence, pour bénéficier de subventions, de stages de formation et pour être reconnus par la « Jeunesse et les Sports » qu'en 1965 ils deviennent

membres de la Fédération Française de Lutte (FFL), qui comptait auparavant deux styles de lutte, gréco-romaine et libre.

Le Brug devient alors le Comité de Bretagne de Lutte, qui, fort de sa jeunesse, s'implante rapidement.

LE GOUREN

La lutte bretonne se pratique debout, le combat ne se continue en aucun cas à terre. Chaque lutteur (gourenner) s'efforce, suivant des règles précises, de faire passer son partenaire de la position debout à la position à terre en le faisant chuter sur les épaules. Ces dernières doivent toucher le sol simultanément et avant toute autre partie du corps pour que soit obtenu le « Lamm » but suprême du combat.

Le fait de toucher le sol autrement qu'avec les pieds est considéré comme un chute. Le lutteur se relève et avant de reprendre le combat serre la main de son adversaire.

Au début et à la fin de chaque combat, les lutteurs se serrent la main et se donnent l'accolade en signe d'amitié et de loyauté.

Chaque tournoi est précédé du serment des lutteurs en breton et en français :

Me a dou da c'houren gant lealded
Hep trubarderezh na taol fall ebet,
Evit va enor ha heni va bro.
En testeni eus va gwiriegzh,
Hag ewid heul' gis vad va zud kozh
Kennig a ran d'am c'henvreur

[va dorn ha va jod.
Je jure de lutter en toute loyauté,
Sans trahison et sans brutalité,
Pour mon honneur et celui de

[mon pays
En témoignage de ma sincérité,
Et pour suivre la coutume de mes
[ancêtres
Je tends à mon émule ma main
[et ma joue

LA FALSAB EN 1979 :

Implantation : surtout Côtes du Nord, Mor-bihan et Centre Finistère.

Nombre de licenciés : environ 350.

Activités : championnats et tournois en été, championnat interceltique en août.

Président : Docteur Charles Cotonnec (fils du fondateur).

Adresse : 41, rue de Merville, 56100 Lorient.

BAG EN 1979 :

Implantation : surtout Finistère et Mor-bihan.

Licenciés : environ 700, surtout des jeunes.

Activités : rencontres inter-skoliou en hiver, championnats en hiver, publication du mensuel « Gouren informations ».

Président : Jean-Noël Kerboul.

Adresse : 33, rue Commandant Boënnec, 29215 Guipavas.



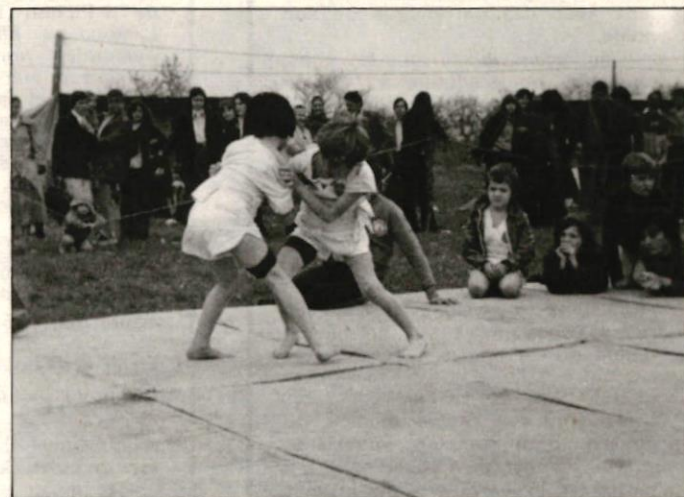
essentiellement là où la FALSAB est la plus absente. Il crée des écoles de lutte (skoliou) surtout dans le Léon, la Cornouaille et le Vannetais. A l'inverse de la FALSAB il recrute aussi des lutteurs très jeunes, à partir de 7-8 ans. Les dirigeants actuels et les lutteurs de BAG n'ont plus rien à voir avec les « dissidents » de la FALSAB qui ont tous disparu de la lutte depuis. Ils s'y trouvent parce qu'ils aiment ce sport, celui de leurs ancêtres. Presque tous ignoraient qu'il existait deux tendances en lutte avant d'y entrer. C'est ce qui explique leur volonté de rapprochement manifesté depuis quelque temps.

Départ

C'est dans cet esprit que le Comité de

Bretagne, à sa dernière assemblée générale de juin 1978, a décidé de se désolidariser de la FFL.

Symboliquement, il change de nom et devient « Bodadeg ar Gournerien » (B.A.G.) Il s'est avéré de plus en plus, au cours des années que les avantages accordés par la F.F.L. étaient faibles, aussi bien matériellement qu'administrativement : refus de considérer le gouren comme une discipline à part entière, refus de reconnaître au comité de Bretagne le droit de contrôler et de réglementer le gouren. En un mot ce que la FFL reproche au comité de Bretagne, c'est de vouloir son autonomie. Et aussi de ne pas vouloir pratiquer les luttes reconnues par le Comité olympique (si une possibilité de



médaille échappait ainsi, quelle trahison pour le cocorico sportif!) La F.F.L. ne comprend pas qu'on s'acharne à faire en Bretagne... de la lutte bretonne.

Le rapprochement

C'est sous l'impulsion de B.A.G. et des lutteurs de la FALSAB qu'ont percé les espoirs de réunification. Des négociations sont aujourd'hui engagées, et dans de bonnes conditions. Mais il ne faut pas tomber dans trop d'optimisme : il existe encore des réticences assez fortes de la part des « anciens » de la FALSAB.

Ce bon sens finira certainement par l'emporter : la dernière réunion des

deux comités directeurs a eu lieu le 3 décembre dernier, à Ergué-Armel. Selon « Gouren-Informations » de janvier 1979, elle s'est bien déroulée et l'on a fait un grand pas vers un règlement commun. Si l'on a joué un peu sur les mots, il a été aussi question de technique et une commission a été mise en place sur ce sujet. Il a aussi été décidé de faire des entraînements communs et des tournois amicaux. La dernière réunion technique a eu lieu le 4 février entre les deux fédérations. C'est la seconde du genre et on peut dire que cela s'est bien passé.

Les divergences techniques portent essentiellement sur l'accompagnement du lutteur dans la chute, pratiqué par la FALSAB seulement. B.A.G. est d'accord

LE GOUREN, UN SPORT COMPLET

Pratiqué avec sérieux, il développera l'ensemble des qualités physiques et mentales du lutteur.

Il met en action tous les muscles du corps, d'où un développement harmonieux des qualités physiques : force, adresse, souplesse, vivacité...

Il fait appel et développe également l'intelligence, le jugement, l'esprit de décision, la mémoire.

A LA PORTEE DE TOUS

Les catégories de poids permettent à chaque lutteur de « travailler » avec des partenaires de son poids.

Il est accessible à tous les âges, car celui qui s'adonne à sa pratique peut aisément doser son effort, le considérer comme un relâchement ou se fixer comme but la compétition.

UN MOYEN DE FORMATION

La pratique du gouren aura pour effet de calmer un « batailleur » en lui apprenant à contrôler ses impulsions trop vives ; alors qu'elle rendra confiant et sûr de lui un timide ou un timoré.

UNE ECOLE DE LOYAUTE

Ce sont les règles mêmes du gouren, dont la plus importante est le respect de l'adversaire, qui forgeront le caractère du lutteur. Le gouren est le seul sport de combat où l'on peut utiliser toute sa force dans l'exécution d'une prise sans aucun risque pour soi ou pour l'adversaire. Ceci, en raison de son but : vaincre son adversaire par « LAMM », sans tricherie et sans brutalité.

CIDRE

PEN AR STEIR

Véritable cidre naturel

J. LE GREVELLEC
producteur et fabricant

Tél. (98)96.63.03 à Doëlan
29121 CLOHARS-CARNOËT

sur le principe « pour la chute avec l'adversaire, mais pas sur l'adversaire » par sécurité. Un autre litige pratiquement réglé porte sur la définition du « lamm ». Enfin pour l'arbitrage il reste des points à éclaircir ; il reste aussi à clarifier les catégories de poids qui sont trop nombreuses à B.A.G. et pas assez à la F.A.L.S.A.B.

Il est important que la réconciliation soit effective, et le « Peuple Breton » l'avait déjà souhaitée en 1976. Le gouren fait partie de la culture bretonne et n'a rien à envier aux autres sports pour la contribution à l'épanouissement moral et physique de l'homme. Certes on est encore loin du sport de masse, mais un pas sera franchi quand les deux mouvements auront bien compris qu'ils sont plus complémentaires qu'antagonistes : activités en hiver, ouverture vers l'enfant d'âge scolaire donc aussi vers les parents et les quartiers pour B.A.G. ; activités en été, ouverture vers des lutteurs plus âgés pour la F.A.L.S.A.B. Une fusion serait enrichissante pour les deux.

Les problèmes techniques en voie de résolution, les divergences sont devenues minimales, réduites à des querelles de vocabulaire plus ou moins folkloriques. Il est prouvé que le gouren peut devenir populaire. Il suffit pour s'en convaincre de prendre l'exemple de quelques skoliou (écoles) de lutte : le skol Plouzane (B.A.G.) compte une

cinquantaine de lutteurs pour 5.000 habitants, soit plus que le judo, par exemple, grâce au dynamisme de ses dirigeants. Il en est de même pour le Skol Berrien (FALSAB). Si cette proportion était la même partout, c'est 30.000 lutteurs que l'on aurait en Bretagne, sans compter ceux de l'émigration. Ne serait-ce pas là un sport de masse ? Pour en arriver là, il reste beaucoup à faire, le premier pas étant la réunification qui, enfin, ferait mentir l'idée si souvent répandue selon laquelle les mouvements bretons se divisent inéluctablement sans jamais se retrouver.

Il faut faire connaître le gouren. Le « Peuple Breton » aujourd'hui est prêt à y contribuer en tenant ses lecteurs au courant de l'évolution de ce sport. C'est aussi pour cela que, tous les ans, à la Fête du Peuple Breton, il y a une place pour le gouren — les deux mouvements y sont toujours conviés.

Alors gournerien, rendez-vous à Brest, à la fête du Peuple breton le 17 juin prochain.

Paul Person

Bibliographie :

- « Gouren Informations » édité par B.A.G.
- « La lutte bretonne » par le Musée de Rennes, 20 quai Emile-Zola, Rennes
- « La lutte bretonne, organisation et règlement » FALSAB 1933.

UN LUTTEUR CÉLÈBRE :

PICHON DE LANVAUDAN

Ecoutez jeunes gens, et les vieux aussi,
Vous entendrez une chanson levée
nouvellement

Levée sur les grands gars, les lutteurs
bretons

Qui vont lutter hors de leur canton.

Qui vont lutter hors de leur canton :
Ils sont allés lutter jusqu'à Lochrist-

Hennebont

Sur les pavés de Lochrist quand ils furent
arrivés

Monsieur Baron ils rencontrèrent.

— A vous Père Le Baron, je vous dis
bonjour,

Où sont les gages, les gages que je les
voie ?

— Le premier gage à gagner est de soixante
écus

Soixante écus d'argent, un beau mouton.

Cinquante écus d'argent seront la part du
second

Au troisième, dit-on, seront donnés trente
écus.

Pour le dernier, il y a deux écus et demi :

Celui qui les aura, celui-là ira fier à la
maison !

Quand Louis Le Morskanù faisait le tour avec
le mouton

— Ne te souviens-tu pas Raskorbal, sur le
pavé d'Hennebont ?

Et une autre fois, sur le pavé de Quimperlé
J'avais démis ton genou et cassé le coin de
ton épaule.

La chanson que nous publions est connue dans le Mor-Bihan sous le nom de « Pichon Lovedan », « Pichon de Lanvaudan ». Elle nous a souvent été demandée par nos lecteurs. Cette version a été recueillie par Yves Le Diberder et publiée dans la revue « Dihunamb » en 1933. Nous lui avons conservé son orthographe vannetaise de l'époque. Les lecteurs intéressés trouveront dans le deuxième cahier de Dastum une version plus détaillée.

Cheleuet tud iouank, hag er ré goh eué,
Hui gleuo ur sonnen zo saüet a neüé

Saüet diar baotred vras, gourennerion
breton,

Hag e ia de hourén ér méz ag ou hanton.

O eit int bet de hourén beta Lokrist-
Hennebont.

Ar baüëlieu Lokrist, a pe oent de goéhet,
Get en eutru Baron ou devoé um gavet.

— Ha deoh, Père Le Baron, bonjour
deoh e laran,

'men é ma er gajeu, er gajeu m'ou guélan ?

— Ketan gaj de hounid e zo tri uigent
skoued,

Tri uigent skoued argant, ur braù a ben
deved.

Hantér hant skoued argant e vo lod en
eilvet ;

D'en drivet, é larér, é vo reit tregont
skoued

Aveit en devéhan éh es deu skouet
hantér

En hani en do ind, henneh iei fier d'er gér !

Pe oè Loeiz er Morskanù é troein get er
mouton :

— Hues ket chonj, Raskorbel, ar baüé en
Hennebont ?

Ha hoah ur huéh aral, ar baüé Kemperlé,
M'oé diézet hou klin ha torret korn hou
skoé.



le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- **Le 4 mars**
à Clayes-sous-Bois (78)
Fest-deiz à la Maison pour tous.
- **le 9 mars**
à Rennes
Salle des Lices, fest-nos avec Baron et Anneix, Nono, Toutous et Le Meur, organisé par la cellule UDB de Villejean.
- **le 10 mars**
à Orvault (44)
Salle de la Frébaudière, au bourg, fest-nos avec Diaouled ar Menez et Contr'cens, organisé par le cercle celtique d'Orvault.
à Athis-Mons (91)
Fest-nos à la salle des fêtes, organisé par la section UDB d'Athis-Mons.
A Ploumilliau (22)
Fest-nos avec Castel-Le Gorju, KonanPiriou, Ribaut-Le Moal, Le MoigneGuillouzer, Barzeg ar Vilin, organisé par le Comité de soutien à Diwan de Lannion.
- **le 18 mars**
à Saint-Vincent sur Oust (56)
Bal breton à Ti-Kendalc'h
- **le 24 mars**
à Quimper
à la salle des fêtes, fest-nos avec Kanerien Brasparz, Scao et Merdy, Irvoas et Madeg, Pilhaouerien, organisé par Kreisenn Vakansou Bugale Brezhonek.
- **le 31 mars**
à Sucé sur Erdre
Fest-nos de l'amicale laïque, avec les sonneurs et groupes de la région.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

LA KEROUÉZEC
Bar - Café
Rue du Four - 22 JUGON-LES-LACS
Sonnous - Chantous - Contous
MUSICIENS BIENVENUS
Salle de réunions
Veillées-Bières



IFFIG

● s'associe à l'amertume de M. Effroy, le nouvel inspecteur d'académie de Saint-Brieuc, et à sa

mélancolie pour reprendre les termes mêmes du «Parisien Libéré»

● estime qu'être muté en Bretagne par quelqu'un qui vient du Val d'Oise, et qui a dû y laisser sa famille, constitue incontestablement une «injustice»

● constate quand même que les paroles de M. Effroy à cette occasion: «Plus bas je tombe, plus haut je remonterai» montrant l'estime dans laquelle il tient ses nouveaux administrés...

D'AUTRES LE DISENT

Le Canard enchaîné

31-01-79

L'électricité à la carte... de France

NON, non ! « Il ne s'agit pas de « punir » ceux qui ne veulent pas de centrales nucléaires » affirme Marcel Boiteux, le président d'EDF dans une interview accordée au « Matin » le 30 janvier et reprise par les radios. Mais enfin il va proposer au gouvernement un plan demandant que l'électricité soit plus chère dans les régions qui refusent le nucléaire. C'est-à-dire dans l'Ouest.

Car sans nucléaire, évidemment plus d'électricité. Pourquoi ne pas faire également payer le charbon, l'acier ou le blé plus cher à ceux qui n'en produisent pas ? Histoire de se tenir au courant. Ça jetterait du jus.

Tout ça à cause de ces Bretons à

la jugeotte mal éclairée qui font en ce moment des manières pour laisser les barreaux d'uranium réchauffer les poissons du côté de Plogoff et de la pointe du Raz.



Une idée lumineuse, qui part de l'allégation mille fois répétée, selon laquelle la Bretagne consommerait plus d'énergie qu'elle n'en produit.

Or ceci n'est vrai que si l'on oublie de compter la Loire-Atlantique dans la Bretagne ; comme si le château de la duchesse Anne

ne se trouvait pas à Nantes. Et comme si l'équipe de football de Nantes n'était pas considérée comme bretonne. Mais l'électricité de Loire-Atlantique est vendue par EDF ailleurs. Alors, n'est-ce pas...

« Actuellement des élus peuvent refuser en toute impunité une centrale nucléaire », s'exclame Marcel Boiteux.

Les criminels ! Oser refuser le nucléaire d'EDF ! Mais, non, EDF n'est pas un Etat dans l'Etat !

Boiteux devrait exiger que ces traitres à l'amère patrie portent un badge pour les dénoncer à la vindicte publique. Une étincelle jaune, par exemple, ou un court-circuit.

B. Th.

MEIN-HARZ

(JALONS)

La revue théorique de l'U. D. B.

**LE NUMÉRO 6 EST PARU AVEC
POUR THÈME : « AUTONOMIE ET SOCIALISME »**

Encore disponibles :

- N° 2 Nationalisme et luttes de classes (1)
- N° 3 Nationalisme et luttes de classes (2)
- N° 4 Lutte politique, luttes culturelles (1)
- N° 5 Lutte politique, luttes culturelles (2)

Chaque numéro vendu 10 F (+ 1,70 F pour envoi)
U.D.B. : B.P. 304 - 29273 BREST CEDEX

UNE NOUVELLE PAGE DE L'HISTOIRE DE LA COLONISATION BRETAGNE

« Nous ne parlions que le breton,
et il fallait parler français »

par Fañch Elégoët

« Mémoires d'un paysan du Léon » tel est le sous-titre de ce récit recueilli par Fañch Elégoët auprès d'un paysan léonard. Originaire de Grouanec, près de Plouguerneau, Fañch Elégoët est sociologue et enseigne à l'U.E.R. de Lettres de l'Université rennaise. *

C'est une véritable biographie qu'il nous rapporte ici, celle d'un paysan du Grouanec, de sa commune. L'un est un intellectuel, un sociologue, l'autre est un paysan qui s'est confié à lui : ils sont tous deux du même pays, le récit n'en est que plus riche, plus intime, plus chaud aussi.

Si l'on a lu « La vie des Bretons d'Armorique » (2) de Bouët et Perrin, on pourrait croire que Fañch Elégoët a voulu en faire une remise à jour pour le 20^e siècle. Avec une différence cependant. L'auteur ne s'est réservé qu'une préface et une postface. Entre les deux, seul le paysan vous parle.

Il nous parle, ce paysan anonyme, de sa vie qui fut celle de millions d'autres Bretons colonisés. C'est une page importante dans l'histoire des mentalités. On comprend pourquoi il aura fallu 3 générations de Bretons pour que notre langue disparaisse,

ou presque : la première ne parlait que le breton, à peu de choses près, la seconde parlait le français et le breton, la troisième ne parle plus que le français.

Abandon ou renoncement ? Certains ont pensé et pensent toujours que l'abandon du breton était synonyme du Progrès, de même que les paysans bretons ont endossé le costume de « plouc ». Alors, on s'efforce de ne plus parler breton, les filles s'en vont à la ville, les chants bretons sont abandonnés au titre des vieilleries. Rien n'est épargné dans l'effort de chacun pour devenir le français moyen appris à l'école et à l'armée : l'habitat breton se transforme très rapidement, tandis que l'on se débarrasse des meubles « d'un autre temps ».

Une vague de progrès ? Voire. Le modernisme était une nécessité pour cette société paysanne refermée sur elle-même, sans perspectives propres et que certains nomment encore aujourd'hui « le monde paysan ».

Bien sûr, ce monde paysan est attachant. Une enfance tranquille, dans un univers stable fondé sur le respect de Dieu et de l'Argent. Une maisonnée heureuse, réglée

par les événements de la terre : la moisson, les bêtes. Ici, le Travail et la Discipline apparaissent complémentaires, la ferme restant au centre de la vie quotidienne de chacun, comme l'Eglise au centre de la vie spirituelle.

La guerre de 14-18 va déséquilibrer cet oasis de paix, sans doute et d'abord par la saignée masculine qu'elle va opérer sur le peuple breton. Privé de cette force de travail essentielle, le monde paysan est alors secoué par ceux qui reviennent. Ecoutez le cri de ce paysan : « *Il n'y a que les imbéciles (comme lui) qui sont restés à la terre. Les femmes ne sont pas restées parce qu'elles étaient dégourdies, tandis que les hommes étaient des idiots... Quand je pense comme nous étions*

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• Jeune homme 23 ans libéré des obligations militaires possédant permis VL. PL. SPL. (C1) cherche poste fixe de chauffeur dans région nantaise (Nord).

Étudierait toutes propositions.
Écrire à : Sapeur Brétéché Patrick, 22^e compagnie, section apontage mécanisé, caserne Berthezene, 49401 Angers cédex.

• En vue de s'établir en Bretagne, photographe cherche pas de porte ou fonds de commerce à vendre, 100 m² environ, bien situé, de préférence Morbihan et SudFinistère.

Écrire à : Yvon Boëlle, 38, faubourg La Madeleine, 56140 Malestroit.

• Chômeur vosgien, 20 ans, célibataire, aimant la Bretagne, BEPC, BEP et CAP, cherche emploi aide-comptable en Bretagne si logement garni assuré.

Michel Grasselec, 23, rue de Chaillon, 88160 Le Thillot.

• Homme 28 ans, cherche stage pratique menuiserie-ébénisterie dans entreprise ou chez artisan ouest Saint-Brieuc - Lorient en vue obtention CAP.

Écrire au journal n° 031.

• Jeune homme, 21 ans, libéré O. M., Bac F1 (construction mécanique), 6 mois banque, 5 mois plonge, 1 mois aide-cuisine, cherche emploi. Étudierait toute proposition.

Écrire : Thomas Didier, 2, lotissement de la Gare, 56250 La Vraie Croix.



Fañch Elégoët (à droite) avec Y. Daumer.

arriérés à la campagne! C'était épouvantable!».

C'est le début de ce que l'auteur nomme « l'Identité négative » : les individus ont une mauvaise image d'eux, car seul l'Univers français de la Domination est valable : la langue bretonne ne sert à rien, les paysans sont des arriérés, leurs maisons sont laides, leurs meubles sont des vieilleries, les chants et les danses bretonnes sont « du passé »...

A l'inverse, le français est une langue noble, les citadins des gens aisés (le gendre de ce paysan est coffreur et chef d'équipe : « il ne travaille pas, il se contente de surveiller les autres »).

La pilule est dure à avaler, c'est certain ! Gageons que le style néo-breton aura fait la fortune de pas mal d'architectes et de promoteurs et que les vieux meubles bretons dont « on se débarrassait » a enrichi plus d'un antiquaire, y compris en Bretagne.

Quand on est à Kernévez, à Prat-Pol, à Pengourven, à Langerc'h ou à Prat-Gwen, qu'on y mange le soir des veillées des « pasteiz », des « logod » ou des « pouloud », on s'y sent bien. On y buvait du rhum à l'occasion, du lait beaucoup avant 14. Après la guerre, on y boira du vin, beaucoup de vin même, on y parlera le français de plus en plus, on s'entraidera moins. Chacun pour soi.

On retrouve Jivago, c'est tout un monde qui bascule. Comme dans les « Bonnets rouges » (3), c'est la femme qui conclut : « Les vieilles choses sont parties et de nouvelles sont venues. Tu n'as qu'à penser à une chose, puisque le breton est parti, les vieux outils sont partis aussi et de nouveaux outils viennent toujours. C'est le progrès maintenant : ça doit donc changer... »

Le pari était risqué : entre l'obscurantisme et le progrès, la passerelle était fragile : moderne, dégourdie, dessalé, voilà les mots d'espoir. Ces mots ne sont pas bretons, ils sont français, on ne les trouve pas en Bretagne, mais en France.

Que faire alors ? Tout effacer : la langue, l'histoire, la culture, l'architecture, les meubles... et la chirurgie esthétique n'existerait pas encore !

Pour une auto-censure, chacun de ces paysans a tout gommé, tout oublié : il est enfin devenu Monsieur Tout-le-monde, un FRANÇAIS comme les autres, il était temps !

Mais quoi encore ? Un colonisé, disait Albert Memmi : « Privé de sa langue, de sa culture, de son histoire, le breton est devenu un étranger dans son propre pays » (4). Désormais l'histoire se fait ailleurs. Ras-le bol !

Yann Daumer

1) « Nous ne parlions que le breton et il fallait parler le français » — Mémoires d'un paysan du Léon — Editions Breiz Hor Bro.

2) « La vie des Bretons d'Armorique » de Bouët et Perrin, Ed. Tchou.

3) « Le Printemps des Bonnets rouges » de Paol Keineg, Ed. P.J. Oswald.

4) « Le Portrait du colonisé » d'Albert Memmi, Ed. Maspero.

5) « Un den, Ur Vro » Ed. Hor Yezh, Ri, Ploaré 29100 Douarnenez.

* Une édition originale en langue bretonne l'a précédée (5).

SUR UN AIR DE :

DISQUES

YVON ETIENNE _ SWANSEA JACK MELAINE FAVENNEC _ MARIPOL KERNE, GAHINET, RIO _

Yvon Etienne « Tout contre tout » - (Sunbar - distr. R.C.A.). Avec ce disque, Yvon Etienne affine la satire qui le caractérise. Le titre en est le juste reflet. Mais le plus intéressant, hors les textes, est la musique qui les accompagne. En effet, Yvon a eu le bon goût de s'adjoindre les services de **Daniel Potey** : le très bon pianiste-organiste de Gilles Servat. Cela complète tout à fait sa guitare et donne une bonne réussite musicale.

A l'orgue par exemple, pour la chanson « Wasichu » de Robert Charlebois. Yvon Etienne a su l'interpréter à sa façon, dans un rythme soutenu, accompagné de son fidèle ami **Gégé**. Une erreur d'impression s'est glissée dans le titre, qui devrait s'appeler « Ya sa pichou » (Yes to be sure).

Les autres titres ne manquent pas d'humour ! Kerodern's blues, Cool, madame cool. Ils sont accompagnés d'une pédal-steel guitare, savamment dosée et qui n'envahit pas le disque. On y entend aussi une batterie, des cuivres, des violons.

L'accompagnement musical manquait peut-être à son premier enregistrement.

Le disque est dédié à **Gégé** « peu présent physiquement mais toujours là quand il le faut » !!! C'est tout dire. Un bon remerciement pour celui qui l'accompagne si bien de sa voix et de son humour.

Swansea Jack. Musique et chansons du Pays de Galles. (Arfolk).

Quatre gallois et une galloise ont fondé en 1975 « Swansea Jack ». Leur répertoire, comme le précise le titre, est traditionnel. On y entend aussi quelques polkas anglaises (l'influence !!). Mais aussi beaucoup d'airs à danser avec des giges, une marche irlandaise et une danse qui consiste à imiter la saute-relle !!!

Si l'on en croit le recto de la pochette Swansea Jack fait aussi du collectage. Au long de ce disque, ils chantent trois chansons sans s'accompagner d'instruments. Et quand on apprend qu'ils sont associés au « Valley Folk Club » on imagine facilement le genre de soirées qui doit s'y passer. Le disque est intéressant. J'ai retenu surtout les capacités de Peter Davies aux flûtes.

Mélaine Favennec - 45 T. (Névénœ). Un peu à l'image de ses compositions pour adultes, mélaine chante ici deux

chansons pour les enfants. « Petit garçon » et « Chante, chante ». Cette dernière est accompagnée de la Kevrenn Saint-Marc de Brest.

L'ensemble ne manque pas d'originalité. Mais comme le dit si bien un de ses compagnons de Névénœ : Gérard Delahaye : « Les enfants choisissent eux-mêmes leurs musiques et leurs chansons » ; faites-leur entendre.

Maripol « Femmes de sable et d'eau » (Chant du Monde).

Maripol n'a pas perdu sa jolie voix et j'ai l'impression qu'elle aussi a trouvé de bonnes musiques et de bons musiciens pour l'accompagner. Certains morceaux ont d'ailleurs un accent celtique. C'est à souligner, quand on sait qu'ils sont la création de Maripol.

Ici, les textes sont profonds. Ils n'accrochent peut-être pas toujours à la première audition. Il faut sans doute les lire pour mieux les saisir.

Mikaël Kerné, Thierry Gahinet, Jean Rio « Nos horizons s'il faut les peindre » (produit par les auteurs).

« Un jour se lèveront les chanteurs de l'ombre ; avec eux y serez-vous ? Cette phrase sert de conclusion à la présentation des musiciens qui participent au disque. L'ombre doit être en train de s'amenuiser pour ces trois-là, puisqu'ils complètent leurs tournées en Bretagne par ce disque.

Mikaël, Thierry et Jean, ont vraiment quelque chose à dire. Ils ont joint les textes de leurs chansons. Poésie et actualité... Marine aussi quand les textes sont accompagnés d'un accordéon qui sent bon le port et la mer.

Si vous ne trouvez pas le disque vous pouvez le procurer en écrivant à : Mikaël Kerné - Locunolé - 56620 Pont-Scorff - et en envoyant 40 F - port compris.

Le mois prochain : l'album d'Alan Stivell « International Tour ». Un disque acoustique qui retransmet les atmosphères de sa tournée en Allemagne et en Scandinavie. Battlefield Band (promis !). Vous pouvez vous le procurer par correspondance à Ker Blues - 4, rue du Télégraphe - 29200 Brest. Une petite découverte intéressante, Henri Texier. Le huitième album de Chieftains. Et pour finir, Planxty se regroupe... Joie !!!

Yann-Fanch Langoët

RENNES : APRÈS LE FESTIVAL DE LA CHANSON

5 jours de musique dans les quartiers de Rennes, à l'initiative de l'office social et culturel, de la ville de Rennes, de la maison de la culture, du syndicat d'initiative. La grande originalité de ce festival, qui remplace le festival des variétés, et qui fête son deuxième anniversaire, c'est son impact populaire. En effet, les comités de quartiers, les associations, les comités d'entreprise, reçoivent à cette occasion un chanteur ou un groupe de leur choix. Dans la mesure des critères fixés par la commission du festival, à savoir :

- promouvoir la chanson régionale
- les jeunes chanteurs
- les chanteurs ignorés par les médias traditionnelles.

Et cette année encore, je pense que ces engagements ont été tenus. En parallèle à ces soirées, des animations pour les enfants, une exposition dans chaque établissement sur le métier de chanteur et le show business, des débats avec les associations de consommateurs, avec le collectif « Chanson Bretagne », des rencontres avec les chanteuses et les chanteurs. Une très nette détermination à vouloir faire autre chose avec la chanson - Celle qui est vraiment populaire. Il y avait aussi pour chacun la possibilité de se produire sur une « scène ouverte ».

Si la réussite de ce festival est l'œuvre de tous les bénévoles, je voudrais donner un coup de chapeau particulier à Madie Pierret-Guiot, directrice, et à Pascale Bernatchez, son assistante. Elles, qui avec beaucoup de patience et de travail, œuvrent pour ce festival, en mettant la main à toutes les pâtes, sans se cantonner à leur fonction bureaucratique, déjà très lourde.

A travers les 150 animations proposées, il me fallait faire un choix. Difficile ! Ce n'était pas une question de prix (fourchette entre gratuit et 20 F), exception toutefois pour les spectacles à la maison de la culture (25 F pour des têtes d'affiche) !!

Alors j'ai retenu le spectacle d'ANNKRIST, intéressant car il était situé un dimanche après-midi, dans un

quartier très populaire de la ZUP Sud, pour un public familial.

A priori, les gens du quartier ne savaient rien d'ANNKRIST et de sa musique, ils sont venus quand même rompre avec le ronronnement lassant de leur télévision. Et ça, c'est une réussite ! Les organisateurs pessimistes avaient prévus quinze chaises, et la salle ne se prêtait pas particulièrement à un spectacle. Ou'importe, elle fût quand même très rapidement pleine.

ANNKRIST est accompagnée d'un batteur, d'un bassiste, et d'un organiste. La musique est bien rythmée et colle avec les textes et la voix cassée d'ANNKRIST. Ses textes justement, comment le public va-t-il les recevoir ? Bien, puisqu'il ne quitte pas la salle. Les enfants écoutent et se créent leurs images. Elles sont nombreuses.

Un autre public, qui ne vient pas spécialement du quartier, connaît ses chansons. Elles sont dures et profondes. On en retrouve les textes dans son dernier disque « Tendre est ma nuit » ; (Spalax. Distr. SFPP).

ANNKRIST est bretonne. Elle a fait un bout de chemin chez Névénio et a joué trois ans avec Kristen Nogues. Elle en garde un très bon souvenir. Elle s'est dirigée maintenant vers une autre voie aussi passionnante. Lui faisant remarquer qu'avec un saxo, sa musique accrocherait encore mieux au ventre, elle m'affirma qu'elle y pensait et ce que serait peut-être pour l'avenir.

C'était, au club Léo Lagrange, sa quatrième soirée, elle était un peu fatiguée. Elle gardait déjà un très bon souvenir de sa soirée à Pipriac. Cela ne l'a pas empêché de mettre tout son cœur et sa voix, pour faire de cette après-midi un moment de détente différent pour un public submergé par les idoles factices et le disco.

A la vue de sa fatigue, je lui rappelle la phrase de Glenmor : « Ce métier est un esclavage », elle me répond : « C'est vrai, mais j'ai besoin de son intensité ».

Yann-Fanch Langoët

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F. Au-dessus, le tarif de publicité s'applique aux annonces. Pas de domiciliation au journal.

Information :

Quinze jours sur la Bretagne, jusqu'au 9 mars, à Clayes-sous-Bois (91), chansons, films, expos photos à la Maison pour tous.

Gallo

Les lecteurs du P.B. qui veulent participer dans la région parisienne, au renouveau de la langue de Haute-Bretagne, le Gallo, qui s'amorce en Bretagne, et sont convaincus de l'intérêt de se regrouper dans ce but, sont invités à contacter Thierry Magot, 10, allée des Bathes, Les Ulis - 91400 Orsay.

Cinéma

Union Maids à Rennes le 7 mars à la M.J.C. Rennes-Centre, 9, rue de la Paillette à 17 h. et 20 h. 30.

Plantes

Usine de traitements et laboratoire propose à des agriculteurs des contrats pour la culture de plantes médicinales en Bretagne : 60 espèces, contrats de 5 ans, moyenne 2 à 3 Ha. S'adresser à M. Cartailier, Manebeut, 56310 Melrand tél. (16.97) 51.73.59.

Vacances

Recherche garçon ou fille 20-25 ans pour découverte de l'Irlande (nord/sud). Derry/Belfast-Dublin. Juillet ou août, marche ou stop, camping sauvage ou auberges de jeunesse, 15 jours-3 semaines (détails à voir ensemble).

Didier Mainguy, Bourg Boissière du Doré, 44430 Loroux-Bottereau.

Lutte bretonne

Championnats de districts poussins à Plouzané (29).

Championnats de Bretagne (BAG) juniors, seniors le 4 mars à Larmor (56), benjamins le 18 mars à Plougastel (29), cadets le 1^{er} avril à Brest St-Pierre (29).

Chansons

Kerguiduff le 11 mars à 15 h à La Kerouézée à Jugon-les-Lacs (22)
François Budet, le 8 avril à 15 h à La Kerouézée à Jugon-les-Lacs (22).

Fête :

Gouel ar skolaj à Saint-Martin des Champs (29) avec Storlek, Desvos et Buhez Mikael an Nobletz, théâtre en breton par Strollad ar Vro Bagan.

Les 16 et 17 juin 1979

Fête du peuple breton à Brest-Penfeld

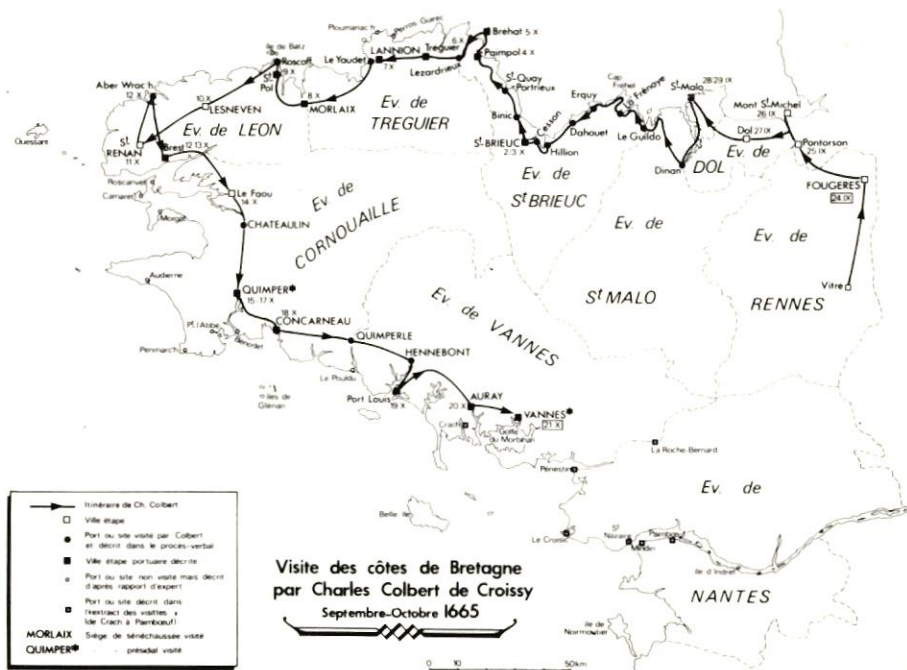
Concours de sonneurs de couple (inscrivez-vous !)

Théâtre en breton - Fest-Nos - Jeux bretons

COLETTE MAGNY - SERGE REGGIANI

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

Quand, en Bretagne, les nobles... ne l'était guère



Carte du voyage de Colbert du Croissy.

EN 1665, Charles Colbert, maître de requêtes, frère du « Grand Colbert » effectue en Bretagne une chevauchée d'inspection pour le compte de celui-ci. La méthode d'inspection directe dans les provinces avait la faveur de ces grands centralisateurs qu'étaient les frères Colbert, mais il fallait ménager les susceptibilités bretonnes, ainsi Charles Colbert fut-il accompagné dans sa tournée par le lieutenant-général pour la Bretagne. Mais le véritable inspecteur est néanmoins Charles Colbert qui rédige un long rapport de plus de 200 pages à destination du pouvoir royal (1).

Dans ce très intéressant rapport, le frère du ministre s'intéresse, entre autres choses, à l'état de la noblesse, en s'arrêtant aux maisons les plus importantes du pays. Il nous fournit ainsi une masse d'informations non négligeables sur la personne de ceux qui, en bien des endroits, dominaient le peuple breton en ce milieu du XVII^e siècle.

A cette occasion, nous constatons combien pouvait être parfois déplorable la réputation de certains de ces hobereaux bretons, durs pour leurs paysans, défiant impunément la justice, même royale et rendant somme toute assez peu compte de leurs méfaits.

Ainsi certains sont-ils fort réputés pour leur fainéantise, comme le sieur de Pré-Henry dans la paroisse de la Fresnaye au pays de Dol dont le rapport nous dit qu'il est « estimé riche de six mille livres de rente, âgé de trente-cinq ans, il n'est point marié, n'a point servi le Roi, a toujours mené une

vie fainéante, son occupation ordinaire étant de faire la débauche et de chasser » (2).

D'autres sont présentés comme des individus dont l'occupation ordinaire est de boire. Ainsi, toujours dans le pays de Dol, dans la paroisse de Saint-Broladre, le rapport parle du Sieur du Breuil des Hommeaux « attaché à l'ivrognerie qui lui fait faire souvent des actions indignes d'un gentilhomme » (3).

De telles actions, souvent violentes, étonnent par la fréquence avec laquelle le rapport les attribue aux aristocrates bretons. Ainsi à Plouégat-Guerrand, Vincent du Parc, marquis de Locmaria est réputé « assez méchant voisin » tirant de ses paysans plus que ce qu'ils lui doivent... Cette réputation a franchi les âges et une des chansons recueillies par Hersart de la Villemarqué dans le « Barzaz Breizh » : **Le marquis de Guerrand**, y fait écho...

De même, en baie de Morlaix, le marquis de Goëzbiand, gouverneur du château du Taureau se livre à des exactions de toute nature : il prend « un écu sur les bateaux des pauvres (...) pêcheurs et paysans qui vont prendre une herbe appelée goémon que la mer pousse sur les rivages et sur les rochers et qui sert à fumer leurs terres », sans compter que ses soldats, armés de leurs mousquets font « insulte aux habitants qui ne lui sont pas agréables » (4).

Dans la même région, le rapport évoque le comportement indigne du Sieur Guinan, lieutenant du Château du Taureau qui, accompagné d'un autre gentilhomme et de

plusieurs soldats pénétra en février 1664 dans la maison de François de Kergroadez où ils « rompirent les portes des chambres, et armoires, enfoncèrent des barriques de vin, battirent et excédèrent outrageusement plusieurs personnes et coupèrent le nez à une demoiselle, et firent plusieurs autres indignités à d'autres filles que la bienséance ne permet pas de rapporter... » (5) Pour cette aimable soirée on a pendu... un soldat, seul appréhendé, car Guinan et ses complices sont en fuite !

Il semble bien d'ailleurs que les tribunaux bretons, aux mains des privilégiés, protégeaient sérieusement l'impunité de certains de leurs pairs. Par exemple dans la paroisse de Cherneix, au pays de Dol, le seigneur qui se nomme Malo Uguet, sieur de l'Aumône est « homme de mauvaise vie, accusé d'assassinats, violences et autres crimes atroces » mais... « le procureur général est son allié et les plus forts du Parlement ses proches parents, ce qui cause l'impunité de ses crimes et la continuation de ses violences » (6).

Ainsi de violences impunies en dettes chroniques, de mépris pour le peuple et les bourgeois en usurpation de titres, le tableau de Charles Colbert prend-il une teinte très anti-nobiliaire, parfois jusqu'à la caricature. Certes, il ne faut pas oublier que les Colbert faisaient le projet de mettre au pas cette noblesse bretonne souvent frondeuse et indépendante. Certes, il y a dans ce tableau tout l'arsenal des clichés anti-bretons en usage à Versailles et dans la haute noblesse française... Mais nous ne pouvons tout mettre sur le compte des exagérations de l'inspecteur royal. Une réalité s'impose aussi : à l'époque moderne, à la faveur du régime monarchique inégalitaire, la noblesse bretonne a tyrannisé le peuple, l'a exploité et souvent avec violence. La mémoire du peuple breton est riche du souvenir de cette exploitation. Aujourd'hui où d'autres notables ont (parfois, pas toujours !) remplacé les aristocrates, nous devons ne pas oublier que le combat de libération du peuple en Bretagne ne s'est pas terminé en 1789...

Ronan Leprohon

(1) Ce document vient de faire l'objet d'une édition très soignée sous le titre : « La Bretagne en 1665 » par Jean Kerhervé, François Roudaut et Jean Tanguy, centre de recherche bretonne et celtique, Université de Brest, 1979.

(2) Manuscrit de Paris, folio 22, recto. Nous avons modernisé l'orthographe de toutes les citations.

(3) Manuscrit de Brest, folio 19, recto.

(4) Manuscrit de Brest, folio 97, recto.

(5) Manuscrit de Brest, folio 87, verso.

(6) Manuscrit de Paris, folio 23, recto.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Pauvres bretons

On n'arrête pas le progrès. Dans le temps les dirigeants socialistes attendaient d'être au pouvoir pour nous expliquer pourquoi ils ne pouvaient pas faire une politique socialiste. Maintenant ils grillent les étapes, ils annoncent d'entrée qu'ils feront le socialisme du possible et que si l'on veut être sérieux et rigoureux on est bien obligé (disent-ils) de reconnaître qu'on ne peut pas faire grand chose, autrement dit qu'on ne peut rien faire, sinon un peu d'expérimentation sociale. Conclusion: le Socialisme n'est pas pour demain. Cette sorte de déviation intellectuelle a un nom, c'est ce que le CERES appelle la « Gauche américaine », on aurait également pu appeler cela le « MRPS » soit en américain: « The Mauroy-Rocard-Possible-Socialism ».

A regarder la liste de signataires de la contribution Mauroy-Rocard surtout dans le Finistère, on ne peut que dire une foi de plus: « pauvres bretons ». Après le record du chômage vous avez le record des élus « MRPS », c'est-à-dire que non seulement vous avez la bourgeoisie la plus réactionnaire de France mais vous avez également le Parti socialiste le plus modéré.

P.C., militant socialiste,
Montpellier

Bouffées d'oxygène

Félicitations pour la qualité de vos articles, et votre lutte. Vous êtes la « bouffée d'oxygène » de mon cher Pays Breton, que j'ai dû quitter avec regret.

R. Le Moan, Lanrodec

Histoire

Bravo pour votre journal qu'il m'arrive de lire parfois. Personnellement, j'ai le malheur d'être originaire de la région parisienne. Mais j'essaie de faire connaître autour de moi les mouvements ou associations qui militent pour la reconnaissance des droits et des cultures régionales (ce qui m'est assez aisé en tant que responsable d'un club écologiste). En vous renouvelant encore une fois mes encouragements pour la lutte que vous menez, j'en viens au but de cette lettre.

J'ai lu avec un très grand intérêt (l'histoire étant un de mes passe-temps favoris), l'article de R. Leprohon sur la « voie romaine de Rennes à Carhaix » (Peuple Breton n° 183 de Février 1979). Vous serait-il possible de me faire parvenir un exemplaire de la thèse de G.G. Eveillard présentée à Brest en 1975 sur ce sujet? Cela m'intéresserait énormément de lire cette étude, car je m'intéresse aux processus d'intégration et de récupération des vestiges vernaculaires ou gallo-romains par le système culturel de la civilisation chrétienne européenne. Ceci vous paraît peut-être abstrait mais je vais vous donner deux exemples explicatifs: on peut trouver dans certains endroits en Bretagne ou en Irlande des menhirs sur lesquels, par retaillage, l'Eglise a fait sculpter une croix les transformant en calvaires, pensant ainsi éliminer le « paganisme » celtique en christianisant ces menhirs. De même il existe des calvaires monumentaux dont le socle est un dolmen existant auparavant et j'ai été agréablement surpris de lire dans votre article un fait que je ne connaissais que par de vagues ouïe-dires: la substitution des croix-calvaires aux bornes leugaires.

Il est en effet établi que l'intérêt de l'Empire Romain dans la construction des voies était non pas économique (amélioration des échanges commerciaux, etc...) mais surtout stratégique (réseau des courriers impériaux, développé en Gaule et en Celtie par l'Empereur Jules César).

Pouvez-vous m'indiquer (et me faire parvenir, si cela est possible) un document (livres, texte polycopié, etc...) d'initiation à la langue bretonne? Comme je vous le disais au début de cette lettre, je suis originaire de la région parisienne et « souffre » de ne pas avoir d'appartenance régionale par mon ascendance. Enfin, il n'est pas trop tard puisque je n'ai que 20 ans pour m'intégrer dans un contexte régional donné (ceci est faisable et l'amitié y est pour beaucoup dans ce processus).

Ch. Mazelier,
91 - Bures sur Yvette

On peut se procurer le texte de J.-Y. Eveillard auprès du CRBC, Faculté des Lettres - 29200 Brest, et pour apprendre le breton, on n'a pas fait mieux que la méthode Assimil, de Fanch Morvanou...

A quand ?

...Le contenu du P.B., depuis trois ans

que j'y suis abonné, me satisfait, bien que j'aimerais personnellement un peu plus de pages culturelles et artistiques (langue, musique, beaux-arts...). Mais dans l'ensemble, le P.B. est fort bien fait, évolue constamment et remplit j'en suis sûr, petit à petit son rôle de conscientisation. Alors un gros courage, tous mes vœux, et un souhait: à quand le P.B. en parution hebdomadaire?

P. St Jean de Maurienne

Rectification

Vous publiez dans le courrier des lecteurs une lettre signée Loïc et Laurence Josse qui me prend violemment à partie, à cause d'une « lettre de lecteurs » que j'avais envoyée au journal « Le Monde ».

En vertu du droit de réponse, comme tous vos lecteurs ne lisent pas Le Monde, je vous demande seulement de publier le texte de ma lettre, que ce journal a reproduit partiellement. Vos lecteurs apprécieront si ce déploiement de fureur était justifié...

Je fais remarquer:

1) que le titre qui indignait si violemment L. et L. Josse n'est pas de moi: je n'avais mis aucun titre; il a été ajouté par le rédacteur du Monde, à qui j'en laisse la responsabilité.

2) que ma lettre répondait à deux précédents « courriers des lecteurs » dans lesquels il n'avait pas été question de sexualité ni de religion; je n'avais pas à débiter le sujet traité: si l'on veut être publié, il faut faire court.

3) qu'il s'agit de faits précis — encore en usage dans les familles paysannes — que vos correspondants sont incapables de démentir.

M. Kerhuel, Mur

Les lecteurs intéressés peuvent lire la lettre en question dans « Le Monde » du 16 mai 1978.

LIBERTY BAR - SNACK

Musique tous les soirs

Tél. (99)40.90.92
3, rue Jacques-Cartier
35400 ST-MALO



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin — BREST
☎ 44.56.65.
Guinness à la pression

Société

BOUCHON-BOUCHARD

Chauffage - Sanitaire

51 bis, rue du Mal Leclerc VANNES

Tél. (97)47.39.06

distributeur agréé PRIMAGAZ

CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

—
PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Barchus

10, rue Charles-Berthelot
BREST

Bières, vins et alcools à emporter

TELE. Philips - Pathé-Marconi - Grundig
société **LAOUENAN et GUENA**

32, Rue St-Exupéry - Brest - Tél. : 45.17.32

HIFI. Pioneer - **S**cott - **A**kaï - **T**echnics **D**enon - **V**oxal
RADIO. Service après-vente assuré.

colin

chemisier habilleur

35, rue Jean-Jaurès, brest - t. 44.14.54 - c.c.p. 2009-12 rennes



HI-FI
DISQUES
T.V.

JOSSIER ELECTRONIQUE

35, Place des Otages - MORLAIX

TRANSÉLEC - 188, Rue Jean-Jaurès

Département Audio-Visuel - Brest
Magnétoscope VHS - Bétamax SONY-VCR
Un Spécialiste - Téléphone 44.32.79



J. LOISEL

38, avenue de la Gare - CONCARNEAU
Tél. 97.10.19



Crêperie Heb-Ken

monsieur et madame rolland

Spécialité de Crêpes Garnies

5, Rue de Guérande

44000 Nantes

tél. 73.00.30

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 F (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 F (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

PAYER POUR ETRE FRANÇAIS !

CES temps-ci, la Bretagne n'est plus à la mode.

De même que les radios et les télévisions, qui s'étaient il y a quelques années gorgées de musique bretonne, ont mis au rencard nos chanteurs et nos instrumentistes, de même le problème breton ne fait plus la une. Dans l'analyse économique qu'on nous présente les clichés ont été déplacés. Les « régions en crise » évoquent d'autres images, la Lorraine et le Nord. L'Europe promue à coup de milliards impose une présence totalitaire, et on vous fait bien sentir que si vous êtes opposés à cette construction des trusts, et même si vous faites valoir une autre Europe possible, celle des peuples, vous allez à contre courant, vous vous repliez sur vous, vous êtes en somme archaïques.

Il faut donc un certain courage, et une conviction suffisante pour rappeler, dans le climat actuel, que le problème breton demeure, qu'il devient même plus grave, que le malheur des autres n'a pas fait notre bonheur et que, Bretons, nous sommes toujours aux prises avec une situation politique, économique, sociale et culturelle absolument spécifique.

Exemples :

M. Boiteux, le P.D.G. d'E.D.F., vient de jeter dans la mare des petits technocrates bretons bien-pensants un pavé qui a soulevé quelques éclaboussures. Pourtant faisait-il autre chose que de rappeler ce qui a été l'attitude constante du pouvoir vis-à-vis de la Bretagne ? Si nous voulons un développement, nous devons le payer ; la France n'a aucun intérêt à faire jouer la prétendue solidarité en notre faveur. On nous rappelle, si besoin était, que nous devons assurer notre autonomie énergétique mais on ne nous accorde aucun droit de regard sur la manière de la réaliser, et on nous demande dans le même temps de continuer à financer, par exemple, le déficit énorme des transports parisiens. Davantage ; dans son démenti — mise au point en forme de confirmation, Boiteux précise qu'il ne s'agit pas de pénaliser les « ménages », mais les industriels qui persisteraient à vouloir s'installer chez nous ou à y demeurer. Bretagne réservoir de main-d'œuvre, c'est également une constante de l'action gouvernementale.

Passons d'Électricité de France à Gaz de France. Le gaz naturel arrive partout ces temps-ci, et l'on s'imagine tout bonnement que G.D.F., entreprise nationale consciente de l'intérêt public, finance les nouvelles installations nécessaires. En effet, c'est vrai pratiquement partout, avec une exception cependant : la Bretagne ! Pour financer la mise au gaz naturel de notre réseau, nous avons dû, seuls de tous les Français, payer nous-mêmes !

Et pour compléter le tableau, il faut parler de la S.N.C.F. On sait que la Bretagne se bat pour éviter la

fermeture de ses gares secondaires. On se doute que pour moderniser son réseau la S.N.C.F. investit, finance, réalise elle-même ses nouvelles installations. Cela aussi, c'est vrai presque partout avec, ici encore, une exception : la Bretagne ! Si nous voulons que soit électrifiée la ligne Rennes-Brest, il faudra le financer nous-mêmes, et c'est ce que la région vient d'accepter...

Si encore ces sacrifices financiers importants nous valaient un développement, amenaient à diminuer notre taux de chômage, permettaient d'entrevoir un décollage industriel. Mais c'est exactement le contraire. Les perspectives industrielles sont noires, avec la crise du téléphone qui s'amorce, le chômage est parfaitement comparable à celui de la Lorraine et du Nord, sans qu'on s'en émeuve beaucoup, ni au gouvernement, ni, il faut bien le dire, dans les états majors des partis de gauche. Ce que nous payons, c'est le droit d'être aussi mal lotis que les autres. Notre alignement sur la pauvre moyenne nationale, notre droit d'être Français, on nous demande, à nous, de le financer !

Dira-t-on, après cela, que la situation de la Bretagne est quelconque, médiocre sans doute, mais aussi sans spécificité ? Admettra-t-on, à l'inverse, que nous continuons à poser un cas particulier tout simplement parce qu'il existe un peuple breton alors qu'il est bien difficile de cerner le peuple nordiste ?

Quand ce journal paraîtra, nous serons à quelques jours des élections cantonales. La vieille et la jeune droite, criminelles en ce qui concerne la Bretagne relèvent la tête, essayant de nous faire croire que nous sommes tous dans le même bateau, et que nous devons, une fois de plus, leur faire confiance. Elles doivent — c'est impératif — sortir amoindries, battues, hors d'état de nuire d'une consultation qui, justement parce qu'elle est locale, est au plus haut degré politique. Ces nouveaux et anciens notables (pensez qu'on retrouve Lombard !) sont vraiment sans pudeur. Ils essayent une fois encore de cacher leur médiocrité sous le masque de l'apolitisme, leur soumission sous celui de la sagesse.

Quant à la gauche française, si décevante il y a un an, elle ne va pas nous refaire encore une fois le coup du vote utile ? Sont-ils plus avancés, ceux qui, il y a un an votaient PC ou PS en pensant que c'était plus efficace que de voter UDB ? Où sont les promesses venues à l'époque d'un véritable intérêt pour le peuple breton ?

34 candidats UDB, chiffre largement record, se présentent le 18 mars aux cantonales ; la véritable efficacité c'est de renforcer leur poids, de mettre en avant leur succès. Le vrai vote utile, aujourd'hui en Bretagne, c'est le vote UDB.

UDB